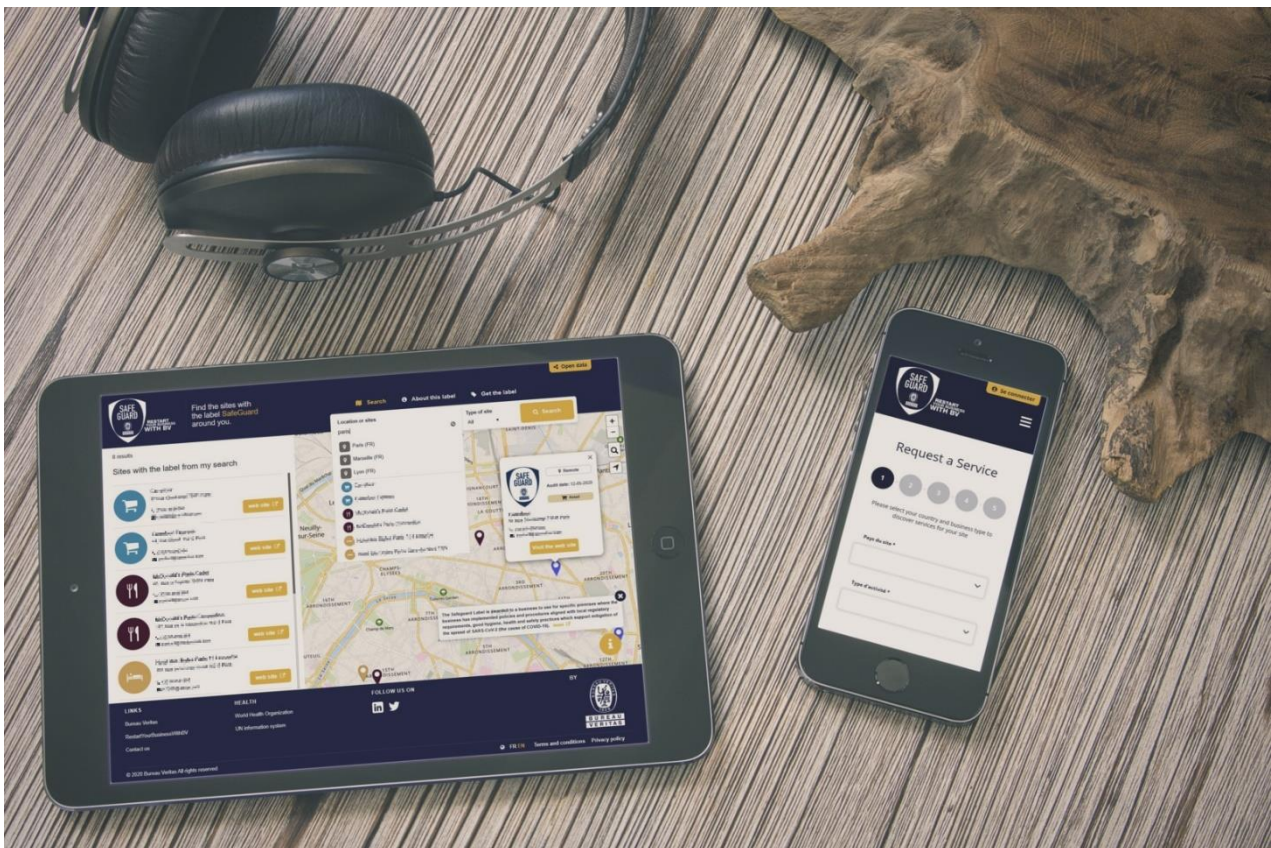


# RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

# 2020

Le présent rapport financier semestriel est établi conformément au III de l'article L.451-1-2 du code monétaire et financier. Il comprend un rapport semestriel d'activité pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 30 juin 2020, les comptes consolidés du Groupe Bureau Veritas au 30 juin 2020, le rapport des commissaires aux comptes et la déclaration des personnes responsables du document.



**BUREAU  
VERITAS**



# Sommaire

<b>1.</b>	<b>RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2020</b>	<b>3</b>
1.1.	Note préliminaire	3
1.2.	Faits marquants du premier semestre 2020	3
1.2.1.	Bureau Veritas agit de façon proactive dans la lutte contre la Covid-19	3
1.2.2.	« Redémarrez votre activité avec BV » bénéficie d'une forte dynamique	4
1.2.3.	Le chiffre d'affaires s'est montré résilient sur une base organique en dépit de la pandémie de Covid-19	5
1.2.4.	Suspension des opérations de fusions-acquisitions ( <i>M&amp;A</i> )	6
1.2.5.	Mise en place d'un plan d'austérité pour réduire les coûts et de mesures visant à protéger la trésorerie	6
1.2.6.	Annulation de la proposition de distribution de dividende au titre de l'exercice 2019	6
1.2.7.	Réduction de la rémunération des dirigeants	7
1.2.8.	Une situation financière solide	7
1.2.9.	Nomination au comité exécutif	7
1.3.	Evolution de l'activité et des résultats	8
1.3.1.	Chiffre d'affaires	8
1.3.2.	Résultat opérationnel	9
1.3.3.	Résultat opérationnel ajusté	9
1.3.4.	Résultat financier	11
1.3.5.	Impôt sur les résultats	12
1.3.6.	Résultat net part du Groupe	12
1.3.7.	Résultat net ajusté part du Groupe	12
1.3.8.	Résultats par Activité	13
1.4.	Flux de trésorerie et financement	20
1.4.1.	Flux de trésorerie	20
1.4.2.	Financement	24
1.5.	Description des principaux risques et incertitudes pour les 6 mois restants de l'exercice	30
1.6.	Transactions entre parties liées	31
1.7.	Perspectives	32
1.8.	Evènements postérieurs à la clôture	33
1.9.	Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS	33
1.9.1.	Croissance	33
1.9.2.	Résultat opérationnel ajusté et marge opérationnelle ajustée	35
1.9.3.	Taux effectif d'impôt ajusté	36
1.9.4.	Résultat net ajusté	36
1.9.5.	Flux de trésorerie disponible	36
1.9.6.	Endettement financier	37
1.9.7.	EBITDA consolidé	37

<b>2.</b>	<b>ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2020</b>	<b>38</b>
<b>2.1.</b>	<b>États financiers consolidés semestriels</b>	<b>38</b>
	Compte de résultat consolidé semestriel	38
	Résultat global consolidé semestriel	39
	État de la situation financière consolidée semestrielle	40
	Tableau de variation des capitaux propres consolidés semestriels	41
	Tableau consolidé semestriel des flux de trésorerie	42
<b>2.2.</b>	<b>Notes aux états financiers consolidés semestriels résumés</b>	<b>43</b>
	Note 1 : Informations générales	43
	Note 2 : Faits marquants du premier semestre 2020	43
	Note 3 : Principes et méthodes comptables	46
	Note 4 : Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS	46
	Note 5 : Saisonnalité	48
	Note 6 : Information sectorielle	48
	Note 7 : Éléments du résultat opérationnel	49
	Note 8 : Impôt sur le résultat	49
	Note 9 : Écarts d'acquisition	50
	Note 10 : Acquisitions et cessions	51
	Note 11 : Capital souscrit	52
	Note 12 : Paiements en actions	52
	Note 13 : Dette financière	54
	Note 14 : Garanties et cautions données	56
	Note 15 : Provisions pour risques et charges	56
	Note 16 : Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	57
	Note 17 : Résultat par action	57
	Note 18 : Dividende par action	57
	Note 19 : Information complémentaire sur les instruments financiers	58
	Note 20 : Transactions avec les parties liées	59
	Note 21 : Événement postérieur à la clôture	59
	Note 22 : Périmètre de consolidation	59
<b>2.3.</b>	<b>Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information semestrielle 2020 (période du 1er janvier au 30 juin 2020)</b>	<b>60</b>
<b>3.</b>	<b>Déclaration des personnes responsables du rapport financier semestriel</b>	<b>61</b>

# 1. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2020

## 1.1. NOTE PRELIMINAIRE

---

Les lecteurs sont invités à lire les informations qui suivent relatives à la situation financière et aux résultats du Groupe avec les comptes semestriels consolidés du Groupe et leurs notes annexes au 30 juin 2020 figurant au Chapitre 2 du présent Rapport financier semestriel au 30 juin 2020, ainsi que les comptes consolidés du Groupe et leurs notes annexes au 31 décembre 2019, figurant au chapitre 6 – États financiers consolidés du Document d'enregistrement universel 2019.

En application du Règlement (CE) 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, les comptes consolidés de Bureau Veritas au titre du premier semestre 2020 et du premier semestre 2019 ont été établis conformément au référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) tel qu'adopté par l'Union Européenne.

Les informations présentées et discutées dans ce chapitre sont les données financières résultant de l'application d'IFRS 16 dans les comptes semestriels consolidés 2020 et 2019.

Les indicateurs alternatifs de performance présentés dans ce chapitre sont définis et rapprochés avec les indicateurs IFRS dans la section 1.9 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS du présent Rapport financier semestriel.

## 1.2. FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2020

---

### 1.2.1. BUREAU VERITAS AGIT DE FAÇON PROACTIVE DANS LA LUTTE CONTRE LA COVID-19

En premier lieu, Bureau Veritas continue de mettre tout en œuvre pour protéger la santé de ses collaborateurs, ainsi que, dans la mesure du possible, celle de ses clients, fournisseurs et sous-traitants. Le Groupe a adopté des plans de continuité d'activité à travers le monde et a activé le travail à distance quand cela est possible, dans le strict respect des décisions prises par les gouvernements locaux et des directives de l'Organisation mondiale de la Santé.

Dans de nombreux secteurs, les services de Bureau Veritas, à la fois sur le terrain et à distance grâce aux technologies numériques, contribuent au maintien des activités opérationnelles qui sont essentielles pour assurer la santé et la sécurité des personnes. Bureau Veritas a mis en place un portefeuille de services dédiés visant à aider ses clients à faire face à la crise, avec par exemple, des solutions d'apprentissage en ligne pour permettre à la formation de se poursuivre pendant le confinement et pour les salariés travaillant à domicile ainsi que l'évaluation de la conformité aux règles de santé et de sécurité édictées par les autorités sanitaires.

Le Groupe a également participé à de nombreux projets liés à la lutte contre la Covid-19 dans le monde : construction d'un hôpital d'urgence en Chine (Shenzhen) ; inspection de l'hôpital de campagne d'urgence en France (Mulhouse) ; sécurité du personnel dans la grande distribution aux États-Unis par l'installation de dispositifs de protection contre les éternuements dans les points de vente ; et des actions auprès des communautés locales dans les différentes parties du monde où il opère, notamment par le don d'Équipements de Protection Individuelle (masques, gants) à plusieurs hôpitaux.

## **1.2.2. « REDEMARREZ VOTRE ACTIVITE AVEC BV » BENEFICIE D'UNE FORTE DYNAMIQUE**

Depuis le mois d'avril, Bureau Veritas est mobilisé pour soutenir la reprise d'activité dans les conditions de santé et de sécurité adéquates, dans tous les secteurs de l'économie. La suite de solutions « Redémarrez votre activité avec BV » s'appuie sur un écosystème digital complet permettant d'assurer la transparence et la traçabilité.

La présence géographique de Bureau Veritas dans 140 pays, son réseau sans égal d'inspecteurs et d'auditeurs, et son expérience inégalée des processus de certification sont des atouts considérables. Ils permettent au Groupe de mettre à la disposition des entreprises, des autorités publiques et de la société dans son ensemble, ses services et sa connaissance approfondie des spécificités et réglementations locales.

« Redémarrez votre activité avec BV » est une suite de solutions proposée aux clients locaux, nationaux et internationaux du Groupe évoluant dans tous les secteurs de l'économie. Bureau Veritas a soutenu par exemple : L'Oréal (cosmétiques), Accor (hôtellerie et restauration), Meliá Hotels International (hôtellerie), Preferred Hotels & Resorts (hôtellerie), Jumeirah Al Naseem (hôtellerie), Shangri-La Singapour (hôtellerie), Sodexo (services de restauration et de gestion des installations), Grupo Sura (bâtiments publics), Balearia (transports), PONANT (croisières), CroisiEurope (croisières), Europcar Mobility Group (location de véhicules), Unibail-Rodamco-Westfield (centres commerciaux), Volotea (compagnie aérienne), Wells Fargo (banque), Ministère du tourisme de Turquie (public), Aéroport d'Oman (transports), Ministère de la justice d'Australie (public), et bien d'autres encore.

### **Bureau Veritas met son expertise en matière de processus de certification et de maîtrise des risques liés à la santé, à la sécurité et à l'hygiène au service de la reprise économique**

« Redémarrez votre activité avec BV » a été développé en collaboration avec un large panel d'experts et de parties prenantes. Les objectifs de Bureau Veritas sont les suivants :

- s'assurer que les procédures de santé, de sécurité et d'hygiène ont été mises en place afin que la reprise d'activité soit réalisée en conformité avec les réglementations locales et internationales, et en suivant les meilleures pratiques en la matière ;
- attester que les procédures définies sont pertinentes, compte tenu des spécificités du secteur d'activité, et mises en place de manière efficiente ;
- délivrer une certification ou un label de conformité en tant que tiers de confiance indépendant.

« Redémarrez votre activité avec BV » a été conçu pour réduire les risques inhérents à tous les espaces de travail ou de vie, qu'il s'agisse de chantiers et d'usines, de bureaux, d'hôtels ou restaurants, de magasins ou d'infrastructures et d'équipements publics.

### **Un écosystème digital unique permettant un processus entièrement numérique**

« Redémarrez votre activité avec BV » est un service fourni via une plateforme digitale et comprend un ensemble d'applications venant enrichir la suite de solutions. Le dispositif comprend des outils d'aide opérationnelle destinés aux entreprises qui veulent rassurer les parties prenantes sur leur conformité aux réglementations et aux mesures de protection préconisées, et bénéficier d'un label et de la mise à disposition d'informations en ligne pour les clients et utilisateurs finaux.

L'écosystème digital de Bureau Veritas répond à deux exigences des entreprises et des autorités publiques :

- traçabilité : en leur permettant de disposer de tableaux de bord comportant toutes les informations et indicateurs clés de performance collectés sur le terrain, et d'une vue complète de leur conformité, au niveau global ou sur un établissement donné ;
- transparence : en permettant au grand public de vérifier qu'un établissement dispose d'un label en cours de validité, et de repérer d'autres lieux disposant de labels valides sur une carte géographique. Toutes les informations fournies sont réutilisables par les clients, sur leurs propres sites web ou applications, et par des tiers selon le principe des données ouvertes (*open data*).

Bureau Veritas propose également aux entreprises de s'enregistrer en ligne pour engager rapidement la démarche de labellisation, dans un contexte où les délais de reprise de leurs activités sont critiques.

### **1.2.3. LE CHIFFRE D'AFFAIRES S'EST MONTRE RESILIENT SUR UNE BASE ORGANIQUE EN DEPIT DE LA PANDEMIE DE COVID-19**

Sur une base organique, le chiffre d'affaires du Groupe a diminué de 9,0 % au premier semestre 2020, avec une situation contrastée selon les activités :

- l'activité *Marine & Offshore* (en hausse de 3,4 % sur une base organique grâce aux Nouvelles constructions) a subi un impact limité de la crise du Covid-19, le Groupe ayant continué à fournir des services essentiels à ses clients dans le monde entier ;
- environ trois quarts du portefeuille (comprenant l'Agroalimentaire & Matières Premières, le Bâtiment & Infrastructures et l'Industrie) ont montré un bon niveau de résistance dans l'ensemble, avec une baisse organique moyenne de 6,6 %. Dans l'Industrie, les activités liées à l'énergie ont fait preuve de résilience, portées par la continuité des activités essentielle au bon fonctionnement d'un pays (inspection des systèmes électriques, du réseau électrique, des centrales nucléaires). Le Bâtiment & Infrastructures a été affecté par les différentes mesures de confinement bien que le déclin (-5,4 %) ait été amorti grâce à la diversification géographique avec une croissance solide dans la plupart des zones géographiques à l'exception de la Chine au premier trimestre, tandis que les tendances se sont inversées au deuxième trimestre. L'activité Agroalimentaire & Matières Premières a également limité sa décroissance (-7,7 % sur une base organique), car les principales chaînes d'approvisionnement (Agroalimentaire, Métaux & Minéraux, Produits Pétroliers et Pétrochimiques) ont continué à fonctionner, les Services de sécurité alimentaire restant essentiels à l'approvisionnement alimentaire. Cependant, au deuxième trimestre, le segment Produits Pétroliers et Pétrochimiques a souffert de la baisse de la demande de pétrole. Les Services aux gouvernements ont été impactés par les mesures de confinement dans certains pays africains ;
- un cinquième du portefeuille (Biens de consommation et Certification) a fortement diminué en raison de l'impact des fermetures à cause du Covid-19, représentant une baisse organique moyenne de 21,2 %. L'activité des Biens de consommation a été gravement touchée par les mesures de confinement (qui ont commencé en Chine au premier trimestre et se sont étendues à la plupart des autres zones géographiques au cours du deuxième trimestre) et par les faibles niveaux d'activité des clients américains et européens (avec des commandes annulées et des lancements de produits suspendus). La Certification, perçue comme une activité non critique à court terme, a été affectée par le report des audits initialement prévus au premier semestre, et ce, malgré le recours accru aux audits à distance pendant le confinement.

Au deuxième trimestre, le chiffre d'affaires du Groupe a enregistré un repli de 15,6 % sur une base organique par rapport à l'année précédente, et ce dans l'ensemble des activités. Tous les secteurs d'activité ont enregistré une baisse à deux chiffres de leur chiffre d'affaires, à l'exception de *Marine & Offshore* qui n'a connu qu'une légère baisse. Les différentes situations de confinement ont provoqué une forte baisse d'activité. Après un point bas en avril, les niveaux d'activité ont montré une amélioration progressive vers la fin du trimestre.

## **1.2.4. SUSPENSION DES OPERATIONS DE FUSIONS-ACQUISITIONS (M&A)**

Au cours du premier semestre 2020, Bureau Veritas a suspendu ses activités de fusions-acquisitions (M&A) afin de protéger sa trésorerie et de réévaluer ses cibles potentielles au regard de la pandémie.

Le *pipeline* d'opportunités reste fourni et le Groupe continuera à déployer une stratégie d'acquisitions *bolt-on* très sélective, dans des domaines d'activité précis (notamment dans l'Agroalimentaire et le Bâtiment & Infrastructures) et des zones géographiques ciblées (Amérique du Nord et Asie, en particulier en Chine).

## **1.2.5. MISE EN PLACE D'UN PLAN D'AUSTERITE POUR REDUIRE LES COUTS ET DE MESURES VISANT A PROTEGER LA TRESORERIE**

Bureau Veritas a pris des mesures visant à contrôler les coûts et la trésorerie, avec des indicateurs suivis quotidiennement. Ces mesures incluent notamment la suspension de tous les investissements non essentiels et la mise en place d'un plan d'austérité à travers le monde. Plan d'austérité qui comprend le gel des embauches et des augmentations de salaire, ainsi que la minimisation des dépenses discrétionnaires.

Le Groupe a également ajusté sa base de coûts, dans des zones géographiques spécifiques et s'est concentré sur certaines unités opérationnelles structurellement sous-performantes, notamment dans les activités Biens de consommation et les activités liées aux matières premières. Cela s'est traduit par une charge de restructuration de 21,7 millions d'euros au premier semestre 2020, contre 12,1 millions d'euros au premier semestre 2019. Le Groupe prévoit que les charges de restructuration seront de l'ordre de 25 à 30 millions d'euros pour l'ensemble de l'année 2020.

## **1.2.6. ANNULATION DE LA PROPOSITION DE DISTRIBUTION DE DIVIDENDE AU TITRE DE L'EXERCICE 2019**

Début avril, le Conseil d'administration de Bureau Veritas a décidé exceptionnellement de ne plus proposer la distribution de dividende (0,56 euro par action) à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2019, le 26 juin 2020<sup>1</sup>. Sur la base des dernières recommandations sanitaires, le Groupe a tenu son Assemblée générale annuelle des actionnaires à huis clos.

Cette décision a permis de conserver dans la trésorerie du Groupe environ 250 millions d'euros et est conforme aux dispositions réglementaires françaises en matière de modération des dividendes en contrepartie d'aides publiques (recours aux dispositifs de chômage partiel en France, ainsi qu'à ceux qui permettent un différé de certaines charges et de versements d'impôts). Cela reflète également le souci de responsabilité vis-à-vis de l'ensemble des parties prenantes du Groupe qui consentent des efforts ou subissent les effets d'une crise sans précédent.

---

<sup>1</sup> Afin d'assurer la santé et la sécurité de ses salariés, de ses prestataires et de ses actionnaires et la préservation des droits de participation de ces derniers à l'Assemblée générale annuelle, le Conseil d'administration de Bureau Veritas qui s'est réuni le 13 mars 2020 a pris la décision de reporter la date de l'Assemblée générale annuelle initialement fixée le jeudi 14 mai 2020 au vendredi 26 juin 2020.



## 1.2.7. REDUCTION DE LA REMUNERATION DES DIRIGEANTS

Comme annoncé lors du premier trimestre 2020, afin de s'associer personnellement à l'esprit de solidarité et de responsabilité de Bureau Veritas envers toutes ses parties prenantes, le Président du Conseil d'administration et le Directeur général ont décidé de baisser de 25 % leur rémunération fixe pendant la période de chômage partiel des salariés de Bureau Veritas en France. Ces sommes ont été versées à La Fondation Hôpitaux de Paris-Hôpitaux de France.

## 1.2.8. UNE SITUATION FINANCIERE SOLIDE

L'activité de financement de Bureau Veritas au cours du premier semestre 2020 témoigne du soutien important et de la confiance des banques et de la base d'investisseurs crédit du Groupe dans le contexte de la pandémie de Covid-19.

Le 15 avril 2020, Bureau Veritas a procédé au tirage de la totalité de sa ligne de crédit syndiqué d'un montant de 600 millions d'euros. Le 30 avril 2020, le Groupe a signé une ligne de crédit additionnelle de 500 millions d'euros d'une maturité de 1 an avec une option d'extension de 6 mois exerçable à la main de Bureau Veritas. Cette nouvelle ligne de crédit vient ainsi renforcer la position de liquidité du Groupe en s'ajoutant à la ligne de crédit syndiquée de 600 millions d'euros arrivant à échéance en mai 2025.

Au 30 juin 2020, le ratio dette financière nette ajustée / EBITDA s'est élevé à 2,00x et le ratio EBITDA / charges financières nettes consolidées était de 8,71x. En guise de précaution contre une aggravation de la pandémie, Bureau Veritas a obtenu une dérogation de ses banques et des détenteurs de placements privés aux États-Unis (*US Private Placement*) pour assouplir ses ratios bancaires aux 30 juin 2020, 31 décembre 2020 et 30 juin 2021. En conséquence, le ratio dette financière nette ajustée / EBITDA s'élève respectivement à 4,5x, 6,25x et 5,5x contre 3,25x précédemment et, uniquement pour les USPP, le ratio EBITDA / charges financières nettes consolidées s'élève respectivement à 5,5x (inchangé), 2x et 3x contre 5,5x précédemment.

Le Groupe bénéficie d'une structure financière solide ne présentant aucune échéance à refinancer avant 2023. Au 30 juin 2020, Bureau Veritas disposait d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie disponibles de 2,1 milliards d'euros et d'une ligne de crédit confirmée non tirée de 500 millions d'euros.

La maturité moyenne de la dette financière du Groupe était à 5,6 ans<sup>2</sup> alors que le coût moyen de la dette au cours du premier semestre était de 3,0 % hors impact IFRS 16. Celui-ci était de 2,5% hors impact IFRS 16 et hors frais de remboursement anticipé intervenus au cours du premier semestre 2020.

## 1.2.9. NOMINATION AU COMITE EXECUTIF

### **Béatrice Place Faget rejoint le Comité exécutif du Groupe Bureau Veritas en tant que Vice-Présidente Exécutive en charge des Affaires juridiques et de l'Audit interne**

Basée au siège du Groupe à Neuilly-sur-Seine, Béatrice Place Faget reportera à Didier Michaud-Daniel, Directeur général de Bureau Veritas, et rejoindra le Comité exécutif du Groupe. Elle remplacera Pascal Quint, qui a décidé de faire valoir ses droits à la retraite à fin juillet 2020.

<sup>2</sup> Au 30 juin 2020, sur la base de la dette brute ajustée des échéances 2020 et 2021 ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice 2019, pour un montant total de 679 millions d'euros.

## 1.3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019	Variation
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2 200,5</b>	<b>2 476,6</b>	<b>(11,1) %</b>
Achats et charges externes	(663,3)	(690,6)	
Frais de personnel	(1 182,2)	(1 294,6)	
Autres produits et charges	(295,4)	(160,2)	
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>59,6</b>	<b>331,2</b>	<b>(82,0) %</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	-	0,5	
<b>Résultat opérationnel après quote-part des sociétés mises en équivalence</b>	<b>59,6</b>	<b>331,7</b>	<b>(82,0) %</b>
Résultat financier	(66,1)	(57,4)	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(6,5)</b>	<b>274,3</b>	<b>(102,4) %</b>
Impôts sur les résultats	(24,3)	(89,3)	
<b>Résultat net</b>	<b>(30,8)</b>	<b>185,0</b>	<b>(116,6) %</b>
Intérêts minoritaires	(3,3)	(13,9)	
Résultat net des activités abandonnées	-	-	
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>(34,1)</b>	<b>171,1</b>	<b>(119,9) %</b>

### 1.3.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires a atteint 2 200,5 millions d'euros au premier semestre 2020, soit une baisse de 11,1 % par rapport au S1 2019 :

- La croissance organique a été de - 9,0 %, avec un repli de 15,6 % au T2 sur une base organique. L'activité Marine & Offshore a enregistré une croissance organique de 3,4 %. Les activités Agroalimentaire & Matières Premières, Bâtiment & Infrastructures et Industrie ont montré un bon niveau de résistance dans l'ensemble, avec une baisse organique moyenne de 6,6 %. À l'inverse, les activités Biens de consommation et Certification ont fortement diminué en raison de l'impact des fermetures à cause du Covid-19, représentant une baisse organique moyenne de 21,2 %.

Par zone géographique, les activités en Europe ont surperformé le reste du Groupe (37 % du chiffre d'affaires ; - 5,3 % sur une base organique), avec notamment des performances solides dans les pays de l'Est (+ 2,0 % sur une base organique) et une quasi-stabilité en France sur le semestre. L'Asie-Pacifique (30 % du chiffre d'affaires ; - 13,0 % sur une base organique) a été principalement touchée par les mesures de confinement prises en Chine au premier trimestre dans la plupart des activités, tandis que l'Australie a crû.

Les activités en Amérique (24 % du chiffre d'affaires) ont diminué de 9,3 % sur une base organique, principalement en raison de l'Amérique du Nord (États-Unis et Canada), tandis que l'Amérique latine a montré un bon niveau de résistance (- 3,8 % sur une base organique), car elle a continué à bénéficier de la stratégie de diversification réussie vers les services Opex, dans le secteur Power & Utilities notamment. Enfin, en Afrique et au Moyen-Orient (9 % du chiffre d'affaires), l'activité a reculé de 8,1 %, tirée par le secteur de l'énergie.
- La croissance externe nette (effet périmètre) ressort à -0,5 %, reflétant l'impact des cessions de l'exercice précédent (notamment l'activité de conseil HSE aux États-Unis), la contribution des acquisitions réalisées en 2019 et l'absence de transactions depuis le début de l'année.

- Les variations des taux de change ont eu un impact négatif de 1,6 %, principalement du fait de la dépréciation des devises de certains pays émergents face à l'euro, partiellement compensée par l'appréciation du dollar américain et des devises corrélées.

Les méthodes de calcul retenues pour déterminer les composantes de la croissance du chiffre d'affaires sont présentées dans la section 1.9 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS du présent Rapport financier semestriel.

### 1.3.2. RESULTAT OPERATIONNEL

Le résultat opérationnel s'élève à 59,6 millions d'euros, en baisse de 82,0 % par rapport aux 331,2 millions d'euros du S1 2019. À taux de change constant la baisse est de 80,9 %.

### 1.3.3. RESULTAT OPERATIONNEL AJUSTE

Le résultat opérationnel ajusté est défini comme le résultat opérationnel avant prise en compte des éléments d'ajustement tel que décrit dans la section 1.9 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS et la Note 4 – Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS de la section 2.2 – Notes annexes aux états financiers consolidés semestriels résumés du présent Rapport financier semestriel.

Le tableau ci-dessous présente le calcul détaillé du résultat opérationnel ajusté au premier semestre 2020 et au premier semestre 2019 :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>S1 2020</b>	<b>S1 2019</b>	Variation
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>59,6</b>	<b>331,2</b>	<b>(82,0) %</b>
Amortissement des actifs incorporels issus des acquisitions	104,4	38,5	
Dépréciation et mise au rebut d'actifs immobilisés	22,0	-	
Résultats de cessions d'activités et autres charges et produits relatifs aux acquisitions	8,1	(1,3)	
Charges de restructurations	21,7	12,1	
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ</b>	<b>215,8</b>	<b>380,5</b>	<b>(43,3) %</b>

Les éléments d'ajustement au cours du premier semestre 2020 s'élèvent à 156,2 millions d'euros, à comparer à 49,3 millions d'euros au S1 2019, et se décomposent de la façon suivante :

- 104,4 millions d'euros d'amortissement des actifs incorporels, en hausse par rapport au S1 2019 (38,5 millions d'euros) en raison de la dépréciation d'actifs incorporels ;
- 22,0 millions d'euros de dépréciation et de mise au rebut d'actifs immobilisés correspondant à la consolidation de laboratoires, et à la réduction des activités tant pour les Biens de consommation (essentiellement en Chine, en Europe et aux États-Unis) que pour l'Agroalimentaire & Matières Premières (notamment en Australie, en Amérique latine et aux États-Unis) ;
- 21,7 millions d'euros de charges de restructurations, principalement pour les Biens de consommation et les activités liées aux matières premières (12,1 millions d'euros au S1 2019) ;
- 8,1 millions d'euros de charges liés aux cessions et acquisitions (à comparer à un produit de 1,3 million d'euros au S1 2019).

Le résultat opérationnel ajusté s'élève à 215,8 millions d'euros, en baisse de 43,3 % par rapport au S1 2019 et en repli de 41,4 % à taux de change constant.

## Évolution du résultat opérationnel ajusté

(en millions d'euros)

<b>Résultat opérationnel ajusté au 30 juin 2019</b>	<b>380,5</b>
Variation organique	(155,9)
<b>Résultat opérationnel ajusté organique</b>	<b>224,6</b>
Effet périmètre	(1,8)
<b>Résultat opérationnel ajusté à taux de change constant</b>	<b>222,8</b>
Effet de change	(7,0)
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ AU 30 JUIN 2020</b>	<b>215,8</b>

La marge opérationnelle ajustée à taux de change constant s'élève à 9,9 % au S1 2020, en baisse de 543 points de base par rapport au S1 2019 (dont une régression organique de 545 points de base et un effet périmètre positif de 2 points de base). En données publiées, la marge opérationnelle ajustée s'est dégradée de 555 points de base, à 9,8 % contre 15,4 % au S1 2019.

## Évolution de la marge opérationnelle ajustée

(en pourcentage et points de base)

<b>Marge opérationnelle ajustée au 30 juin 2019</b>	<b>15,4 %</b>
Variation organique	(545) pb
<b>Marge opérationnelle ajustée organique</b>	<b>9,9 %</b>
Effet périmètre	+ 2 pb
<b>Marge opérationnelle ajustée à taux de change constant</b>	<b>9,9 %</b>
Effet de change	(12) pb
<b>MARGE OPÉRATIONNELLE AJUSTÉE AU 30 JUIN 2020</b>	<b>9,8 %</b>

Toutes les activités, à l'exception de Marine & Offshore, enregistrent des marges plus faibles en raison de l'impact des fermetures à cause du Covid-19 sur l'activité. Ce repli a été amorti par de fortes mesures de maîtrise des coûts (gel des salaires et du recrutement, réduction des frais de déplacement et des dépenses non discrétionnaires notamment), des aides publiques dans certains pays (notamment le régime de chômage partiel en France) et des restructurations.

Les marges des activités les plus touchées ont été celles de la Certification et des Biens de consommation, en raison de la forte diminution du chiffre d'affaires associée à des effets mix négatifs. À elles deux, elles ont représenté environ la moitié de la baisse organique de la marge du Groupe au premier semestre 2020.

### 1.3.4. RÉSULTAT FINANCIER

Le résultat financier du Groupe comprend essentiellement les intérêts et l'amortissement des frais d'émission de la dette, les produits reçus au titre de prêts, des titres de créances ou de capital ou autres instruments financiers détenus par le Groupe et les plus ou moins-values sur titres de placement ainsi que les pertes et gains sur opérations en devises et l'ajustement de juste valeur des dérivés financiers. Il inclut également les coûts financiers des régimes de retraites, ainsi que le produit ou rendement attendus des actifs de régimes de retraite financés et l'effet de réactualisation des provisions à long terme.

#### Évolution du résultat financier

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>S1 2020</b>	<b>S1 2019</b>
Coût de l'endettement financier brut	(64,9)	(51,1)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	4,6	0,9
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(60,3)</b>	<b>(50,2)</b>
Ecart de change	(3,2)	(4,8)
Coût financier des régimes de retraites	(0,9)	(1,4)
Autres	(1,7)	(1,0)
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>(66,1)</b>	<b>(57,4)</b>

La charge financière nette s'élève à 66,1 millions d'euros au premier semestre 2020, à comparer à 57,4 millions d'euros à la même période en 2019.

La hausse du coût de l'endettement financier net à 60,3 millions d'euros, à comparer à 50,2 millions d'euros au premier semestre 2019, provient d'une part de l'augmentation du niveau de l'endettement moyen avec notamment le tirage du Crédit Syndiqué pour un montant de 600 millions d'euros et d'autre part des frais de remboursement anticipé des *US Private Placements* bilatéraux et des tranches *Schuldschein* à taux fixe intervenus au cours du premier semestre 2020.

Le résultat de change du Groupe se compose de gains et pertes de changes résultant de la variation des devises sur des actifs et passifs des filiales du Groupe, libellés dans une monnaie différente de leur monnaie fonctionnelle. Au premier semestre 2020, le Groupe enregistre une perte de change de 3,2 millions d'euros, attribuable à l'appréciation du dollar américain et de l'euro face à la plupart des devises de pays émergents, à comparer à une charge de 4,8 millions d'euros au premier semestre 2019.

### 1.3.5. IMPOT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'élève à 24,3 millions d'euros au S1 2020, contre 89,3 millions d'euros au S1 2019. Le taux effectif d'impôt (TEI), représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, représente -373,8 % au S1 2020 contre 32,5 % au S1 2019. Le TEI ajusté est de 37,9 %, en augmentation de 6,8 points par rapport au S1 2019. Il correspond au TEI corrigé de l'effet d'impôt sur les éléments d'ajustement. L'augmentation observée résulte principalement du poids des impôts qui ne sont pas directement calculés sur le résultat taxable tels que les retenues à la source et contributions sur la valeur ajoutée (France et Italie).

#### Évolution du taux effectif d'impôt

<i>(en millions d'euros et pourcentage)</i>	<b>S1 2020</b>	<b>S1 2019</b>
Résultat avant impôts	(6,5)	274,3
Charge d'impôt	(24,3)	(89,3)
Taux Effectif d'Impôt (TEI)	(373,8) %	32,5 %
<b>TAUX EFFECTIF D'IMPÔT (TEI) AJUSTÉ</b>	<b>37,9 %</b>	<b>31,1 %</b>

### 1.3.6. RESULTAT NET PART DU GROUPE

Le résultat net part du Groupe ressort négatif à hauteur de 34,1 millions d'euros au S1 2020.

Le résultat net par action est une perte de 0,08 euro, en repli de 120,5 % par rapport au bénéfice par action de 0,39 euro au S1 2019. Exprimée à taux de change constant, la baisse est de 118,8 %.

### 1.3.7. RESULTAT NET AJUSTE PART DU GROUPE

Le résultat net ajusté part du Groupe est défini comme le Résultat net part du Groupe ajusté des éléments d'ajustement nets d'impôt tel que décrit dans la section 1.9 – Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS et la Note 4 – Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS de la section 2.2 – Notes annexes aux états financiers consolidés semestriels résumés du présent Rapport financier semestriel.

Le tableau ci-dessous présente le calcul détaillé du résultat net ajusté part du Groupe au premier semestre 2020 et au premier semestre 2019 :

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>S1 2020</b>	<b>S1 2019</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(34,1)</b>	<b>171,1</b>
BPA <sup>(a)</sup> <i>(en euro par action)</i>	(0,08)	0,39
Éléments d'ajustement	156,2	49,3
Résultat net des activités destinées à être cédées	-	-
Effet d'impôt sur les éléments d'ajustement	(32,4)	(11,5)
Intérêts minoritaires	(2,3)	(2,3)
<b>RÉSULTAT NET AJUSTÉ PART DU GROUPE</b>	<b>87,4</b>	<b>206,6</b>
<b>BPA AJUSTÉ <sup>(a)</sup> <i>(euros par action)</i></b>	<b>0,19</b>	<b>0,47</b>

*(a) Calculé sur le nombre moyen pondéré d'actions de 448 056 073 au S1 2020 et de 437 222 344 au S1 2019.*

Le résultat net ajusté part du Groupe s'élève à 87,4 millions d'euros au S1 2020, en baisse par rapport au S1 2019. Le bénéfice net ajusté par action est de 0,19 euro au S1 2020, en repli de 59,6 % par rapport au S1 2019 ; et de 56,6 % ajusté des effets de change.

## Évolution du résultat net ajusté part du Groupe

(en millions d'euros)

<b>Résultat net ajusté part du Groupe au 30 juin 2019</b>	<b>206,6</b>
Variation organique et effet périmètre	(115,2)
<b>Résultat net ajusté part du Groupe à taux de change constant</b>	<b>91,4</b>
Effet de change	(4,0)
<b>RÉSULTAT NET AJUSTÉ PART DU GROUPE AU 30 JUIN 2020</b>	<b>87,4</b>

## 1.3.8. RESULTATS PAR ACTIVITE

### Évolution du chiffre d'affaires par activité

(en millions d'euros et pourcentage)	S1 2020	S1 2019	Croissance			
			Totale	Organique	Périmètre	Change
Marine & Offshore	185,0	180,9	+ 2,3 %	+ 3,4 %	-	(1,1) %
Agroalimentaire & Matières Premières	517,1	574,3	(10,0) %	(7,7) %	+ 0,3 %	(2,6) %
Industrie	473,6	534,4	(11,4) %	(6,8) %	(0,1) %	(4,5) %
Bâtiment & Infrastructures	611,4	664,7	(8,0) %	(5,4) %	(2,2) %	(0,4) %
Certification	142,0	182,6	(22,2) %	(21,9) %	+ 0,5 %	(0,8) %
Biens de consommation	271,4	339,7	(20,1) %	(20,8) %	+ 0,1 %	+ 0,6 %
<b>TOTAL S1</b>	<b>2 200,5</b>	<b>2 476,6</b>	<b>(11,1) %</b>	<b>(9,0) %</b>	<b>(0,5) %</b>	<b>(1,6) %</b>

### Évolution du résultat opérationnel ajusté par activité

(en millions d'euros et pourcentage)	Résultat opérationnel ajusté			Marge opérationnelle ajustée					
	S1 2020	S1 2019	Variation	S1 2020	S1 2019	Variation totale (pdb)	Organique	Périmètre	Change
Marine & Offshore	42,7	38,4	+ 11,2 %	23,1 %	21,2 %	+ 185	+ 225	-	(40)
Agroalimentaire & Matières Premières	60,9	79,6	(23,5) %	11,8 %	13,9 %	(209)	(161)	(30)	(18)
Industrie	35,1	59,3	(40,8) %	7,4 %	11,1 %	(368)	(349)	+ 2	(21)
Bâtiment & Infrastructures	42,1	88,6	(52,5) %	6,9 %	13,3 %	(644)	(667)	+ 27	(4)
Certification	10,9	30,9	(64,7) %	7,7 %	16,9 %	(922)	(908)	+ 3	(17)
Biens de consommation	24,1	83,7	(71,2) %	8,9 %	24,6 %	(1 576)	(1 593)	+ 3	+ 14
<b>TOTAL S1</b>	<b>215,8</b>	<b>380,5</b>	<b>(43,3) %</b>	<b>9,8 %</b>	<b>15,4 %</b>	<b>(555)</b>	<b>(545)</b>	<b>+ 2</b>	<b>(12)</b>

## MARINE & OFFSHORE

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	185,0	180,9	+ 2,3 %	+ 3,4 %	-	(1,1) %
Résultat opérationnel ajusté	42,7	38,4	+ 11,2 %			
Marge opérationnelle ajustée	23,1 %	21,2 %	+ 185 pb	+ 225 pb	-	(40) pb

L'activité Marine & Offshore a enregistré une solide croissance organique de 3,4 % au premier semestre 2020. Elle a été peu affectée par la crise liée au Covid-19, le Groupe ayant continué à fournir ses « services essentiels » qui garantissent la continuité de l'activité pour ses clients à travers le monde. La décroissance organique de 1,5 % au T2 2020 vient d'une base de comparaison plus difficile par rapport à l'exercice précédent. La performance organique du semestre s'explique principalement par :

- une croissance faible à deux chiffres dans l'activité Nouvelles constructions (42 % du chiffre d'affaires de la division), notamment portée par l'Asie du Nord-Est (Chine et Corée du Sud en particulier), bénéficiant de son carnet de commandes fourni ;
- une croissance faible à un chiffre dans le sous-segment Navires en service (Core, 42 % du chiffre d'affaires de la division), reflet de la croissance modérée de la flotte et de la stabilité des navires immobilisés. Après un T1 solide profitant d'un calendrier favorable des inspections, le T2 a vu la tendance s'inverser. Au 30 juin 2020, la flotte classée par Bureau Veritas est composée de 11 393 navires, représentant 129,0 millions de tonneaux bruts (GRT), soit une hausse de 0,6 % sur une base annuelle (sur la base du nombre de navires) ;
- une baisse modérée à un chiffre pour le sous-segment Services (16 % du chiffre d'affaires de la division, Offshore inclus) parce qu'il repose davantage sur des dépenses discrétionnaires et parce que l'activité Offshore a été pénalisée par la baisse des prix du pétrole. Outre la partie Offshore cyclique (8 % du chiffre d'affaires), le Groupe a continué à développer son portefeuille de services résilients.

Les nouvelles commandes ont continué à afficher une certaine résilience atteignant au total 3,2 millions de tonneaux bruts à la fin juin 2020 (contre 3,5 millions de tonneaux bruts à la même période de l'exercice précédent). Ce résultat démontre que le Groupe parvient à maintenir une excellente performance sur un marché en net repli. Il témoigne notamment de sa position de *leader* dans le segment des navires au GNL et les navires citernes de GNL. Le carnet de commandes atteint 15,0 millions de tonneaux bruts à la fin du trimestre, soit une hausse de 5,9 % par rapport au 31 décembre 2019 (14,2 millions de tonneaux bruts). Le carnet reste bien diversifié avec des pétroliers, vraquiers, méthaniers et des navires spécialisés (tels que navires de dragage, militaires, de pêche) qui représentent une part importante des commandes.

Pendant la crise liée au Covid-19, l'activité Marine & Offshore a continué à se concentrer sur les leviers d'efficacité à travers la digitalisation et des services à haute valeur ajoutée. Elle a lancé de nouveaux outils numériques comme, par exemple, des modules de formation en ligne. Un nombre croissant d'enquêtes occasionnelles ont été effectuées à distance. De plus, des certificats électroniques ont continué à être déployés pendant le semestre pour de nombreux propriétaires de navires, avec plus de 15 000 certificats électroniques émis.

La marge opérationnelle ajustée au premier semestre atteint 23,1 %, soit une hausse de 185 points de base par rapport au S1 2019, dont 225 points de base en organique, bénéficiant du levier opérationnel, d'un mix géographique et commercial positif, et de l'excellence opérationnelle.



## AGROALIMENTAIRE & MATIÈRES PREMIÈRES

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	517,1	574,3	(10,0) %	(7,7) %	+ 0,3 %	(2,6) %
Résultat opérationnel ajusté	60,9	79,6	(23,5) %			
Marge opérationnelle ajustée	11,8 %	13,9 %	(209) pb	(161) pb	(30) pb	(18) pb

L'activité Agroalimentaire & Matières Premières a tenu bon avec une baisse organique de 7,7 % au premier semestre 2020, car les principales chaînes d'approvisionnement (Agroalimentaire, Métaux & Minéraux, et Produits Pétroliers et Pétrochimiques) ont continué à fonctionner malgré les perturbations liées la crise du Covid-19. Le T2 a enregistré une baisse de 15,0 %.

Le segment **Produits Pétroliers et Pétrochimiques** (O&P) (36 % du chiffre d'affaires de la division) a enregistré une baisse organique élevée à un chiffre avec une performance meilleure dans les activités liées aux échanges (*Trade*) que dans les activités amonts (*Upstream*). Les prix bas du pétrole ont conduit au stockage d'une grande partie du pétrole brut ce qui, combiné à une baisse de la consommation de carburant, a entraîné un ralentissement de la demande des services TIC, en particulier au second trimestre. La concurrence est restée forte dans les activités liées aux échanges O&P. Sur le plan géographique, la croissance est légère en Asie et en Amérique latine tandis qu'elle est négative dans les autres régions, conséquence de la fermeture de certains sites à cause du Covid-19.

Le segment **Métaux & Minéraux** (27 % du chiffre d'affaires de la division) a enregistré globalement une baisse organique modérée à un chiffre, à cause des activités liées aux échanges (*Trade*) alors que les activités amonts (*Upstream*) affichent une performance globalement stable. La croissance des activités amonts est restée solide en Afrique grâce aux gains de nouveaux contrats (notamment au Mozambique), mais accuse une légère baisse en Amérique et en Australie. L'obtention de nouveaux contrats d'externalisation de sites miniers (Australie, Amérique et Afrique de l'Ouest) a contribué à la croissance. L'or affiche toujours une bonne performance alors que d'autres métaux ont été d'une manière générale affectés par une baisse des prix. L'activité de forage d'exploration a atteint son niveau le plus bas depuis plusieurs années au cours du premier semestre car les dépenses d'investissement ont été considérablement réduites et les principales régions d'exploration ont adopté des mesures de restriction d'accès pour empêcher la propagation du Covid-19. Les activités liées aux échanges ont enregistré une baisse organique à deux chiffres, dans toutes les régions géographiques hormis l'Australie (qui a bénéficié de la dynamique chinoise soutenant la demande d'acier et d'aluminium et favorisant les exportations de minerai de fer/bauxite vers la Chine). Les fermetures de mines et les restrictions opérationnelles liées à la pandémie de Covid-19 en Afrique ont entraîné une réduction des tonnages disponibles à des fins d'expédition.

Le segment **Agroalimentaire** (23 % du chiffre d'affaires de la division) a enregistré une performance organique résiliente au premier semestre, les activités alimentaires et les services d'essai et d'inspection dans l'Agriculture demeurant essentiels pour l'approvisionnement alimentaire dans le contexte actuel de la pandémie de Covid-19. Une croissance organique élevée à un chiffre a été réalisée en Asie tandis que l'Afrique a enregistré une croissance modérée à un chiffre. L'Agro-industrie (amont) accuse une baisse à cause de la pandémie avec une réduction des volumes pour les services de surveillance des récoltes (en Amérique latine notamment) tandis que les activités d'inspection dans l'Agriculture restent fortes au Brésil avec des exportations (surtout vers la Chine) toujours élevées. L'activité Alimentaire a maintenu des tendances fortes dans la plupart des régions géographiques, grâce au développement de plusieurs initiatives, à la montée en puissance des laboratoires récemment ouverts et aux bénéfices tirés d'acquisitions antérieures. La croissance a été particulièrement solide en Chine. Les Services de sécurité alimentaire sont plus que jamais considérés comme essentiels pour la chaîne d'approvisionnement alimentaire dans le contexte de la pandémie.

Le segment **Services aux gouvernements** (14 % du chiffre d'affaires de la division) a enregistré une baisse organique à deux chiffres au premier semestre du fait du confinement général dans certains pays d'Afrique (notamment l'Afrique du Sud, le Sénégal ou la République démocratique du Congo), de la fin d'un contrat (Tchad) et d'une base de comparaison défavorable par rapport à l'exercice précédent.

La marge opérationnelle ajustée pour la division Agroalimentaire & Matières Premières est descendue à 11,8 %, soit une baisse de 161 points de base en organique par rapport à l'exercice précédent. Ce résultat est la conséquence de la baisse du chiffre d'affaires et d'un mix négatif amortis par de solides mesures de maîtrise des coûts.

## INDUSTRIE

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	473,6	534,4	(11,4) %	(6,8) %	(0,1) %	(4,5) %
Résultat opérationnel ajusté	35,1	59,3	(40,8) %			
Marge opérationnelle ajustée	7,4 %	11,1 %	(368) pb	(349) pb	+ 2 pb	(21) pb

Le chiffre d'affaires de l'activité Industrie a enregistré une baisse organique de 6,8 % au premier semestre 2020. Cette résilience témoigne notamment de l'impact positif de la stratégie de diversification vers les marchés *Opex* et hors Pétrole & Gaz. Au T2, la baisse a atteint 15,8 % à cause des perturbations liées à la fermeture de nombreuses unités opérationnelles du Groupe du fait du Covid-19.

La performance est très disparate selon les zones géographiques, avec le maintien de la croissance dans la plupart des pays d'Amérique latine grâce à un développement commercial important (activités de *P&U* et *Opex* Pétrole & Gaz), et dans certains pays européens, dont l'Espagne. À l'inverse, le chiffre d'affaires accuse une baisse à deux chiffres au Moyen-Orient et en Afrique (malgré la montée en puissance de contrats au Qatar) et en Amérique du Nord, ces régions ayant été fortement affectées par la situation actuelle de l'industrie Pétrole & Gaz. Parallèlement, le chiffre d'affaires de la région Asie-Pacifique affiche une baisse élevée à un chiffre (la Chine a enregistré une baisse à deux chiffres au premier semestre malgré une croissance au second trimestre, et la Corée du Sud une baisse à deux chiffres en raison de la fin d'un contrat).

Les activités liées aux *Opex*, qui font partie des Initiatives de Croissance du plan stratégique du Groupe, ont été résilientes au premier semestre 2020. Globalement, l'inspection des actifs énergétiques (inspection des systèmes électriques, réseau électrique, centrales nucléaires) a été peu perturbée, l'exécution de ces services étant critique dans les circonstances actuelles.

Le segment *Power & Utilities* (13 % du chiffre d'affaires de la division, *P&U*) a enregistré une baisse modérée à un chiffre au premier semestre 2020 tandis que les activités liées aux *Opex P&U* sont globalement stables, portées principalement par l'Amérique latine grâce à la montée en puissance d'importants contrats avec divers clients dans la distribution d'énergie (notamment en Argentine et au Chili). La plateforme *Opex* déployée dans le segment des réseaux électriques a poursuivi avec succès son expansion en Amérique latine. À la fin juin 2020, le Groupe a signé un important contrat *P&U* au Brésil avec un nouveau client afin de fournir des services électriques complets dans trois régions pendant une période de 5 ans. Ailleurs, des flux solides de chiffre d'affaires ont été observés en Europe (centrales nucléaires).

Les marchés Pétrole & Gaz ont connu une légère baisse, résultats de situations diverses selon les zones géographiques. Une baisse organique à deux chiffres a été enregistrée pour les activités liées aux *Capex* (15 % du chiffre d'affaires de la division). Celle-ci s'explique par un fort repli en Asie (la Chine ayant été sévèrement touchée par les fermetures liées au Covid-19 et la Corée du Sud par la fin d'un important contrat), tandis que les performances ont été solides en Afrique, en Amérique latine (sauf Brésil) et en Europe, notamment dans les projets liés au gaz. Le *pipeline* d'opportunités *Capex* Pétrole & Gaz est atone, conséquence de la baisse des prix du pétrole. Les activités liées aux *Opex* (18 % du chiffre d'affaires de la division) ont enregistré une croissance organique faible à un chiffre par rapport à l'exercice précédent (y compris au T2), avec d'importants développements en Afrique, amortis par les autres zones géographiques. Les opportunités de développement dans les services *Opex* restent bonnes globalement.

Ailleurs, les activités ont été impactées à des degrés divers. Les projets d'infrastructures essentiels ont continué à progresser. Les projets de suivi opérationnel « non essentiels » ont été mis en suspens pendant la période de confinement et ont repris progressivement depuis la levée des restrictions. Le secteur Manufacturier (11 % du chiffre d'affaires de la division) a été en croissance tandis que les Transports ont affiché un léger repli.

Pendant le premier semestre 2020, le Groupe a continué à progresser dans sa transformation digitale. Les outils numériques ont été largement utilisés pendant la crise liée au Covid-19 (ex. : jumeaux numériques, contrôle des actifs à l'aide de capteurs) et d'autres sont en cours de développement (ex. : Formation). Les inspections par drone ou *smartphones* se sont multipliées dans de nombreux secteurs et pays, aboutissant à plus d'efficacité et de sécurité pour les inspecteurs.

La marge opérationnelle ajustée au premier semestre est de 7,4 %, en recul de 368 points de base par rapport aux 11,1 % du S1 2019, du fait de la baisse du chiffre d'affaires (concentrée sur le T2), d'un effet de mix négatif persistant avec la forte accélération d'importants contrats *Opex* impliquant des coûts de mobilisation, bien qu'atténué par les mesures prises sur les coûts.

## BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	611,4	664,7	(8,0) %	(5,4) %	(2,2) %	(0,4) %
Résultat opérationnel ajusté	42,1	88,6	(52,5) %			
Marge opérationnelle ajustée	6,9 %	13,3 %	(644) pb	(667) pb	+ 27 pb	(4) pb

L'activité Bâtiment & Infrastructures (B&I) affiche une diminution du chiffre d'affaires de 8,0 % au premier semestre 2020, avec un impact lié à la croissance externe négatif de 2,2 %, en raison notamment de la cession de l'entreprise américaine de services de conseil HSE en juin 2019.

Sur une base organique, malgré les fermetures de nombreuses unités opérationnelles du Groupe du fait du Covid-19, l'activité s'est montrée résiliente et a enregistré une croissance organique négative de 5,4 % au S1 2020. Au T2, le chiffre d'affaires a baissé de 10,5 % sur une base organique alors que la reprise de ses opérations chinoises a atténué l'effet des confinements dans d'autres régions (Europe, États-Unis et Amérique latine essentiellement).

Parallèlement, une baisse organique à deux chiffres a été enregistrée dans les activités liées à la Construction (41% du chiffre d'affaires de la division) du fait du confinement ; la performance dans les activités des Bâtiments en service (59 % du chiffre d'affaires de la division) a été significativement meilleure puisqu'étant en légère hausse.

Sur son principal marché européen (58 % du chiffre d'affaires de la division), le Groupe a enregistré une légère croissance organique du chiffre d'affaires portée par la France (45 % du chiffre d'affaires de la division) malgré le confinement lié au Covid-19 qui a eu un impact sur l'activité dès la mi-mars. Au premier trimestre, le Groupe a fortement bénéficié des nouveaux services lancés (liés à des programmes d'efficacité énergétique, suite à l'acquisition de Capital Energy), et de l'exécution de son solide carnet de commandes pour les activités liées aux Opex (près des trois-quarts de l'activité française). Au second trimestre, le confinement a provoqué une baisse d'activité avec la fermeture de sites de clients et le report des services, notamment pour les activités réglementaires. Les activités liées aux Capex ont été mises sous pression, une grande partie des projets ayant été mis à l'arrêt pendant le T2. Les autres pays ont connu une performance faible à cause du confinement général.

Le Groupe a enregistré une importante baisse sur une base organique en Asie-Pacifique (22 % du chiffre d'affaires de la division) à cause du confinement en Chine au cours du premier trimestre (en baisse de 17,4 % exclusivement en raison du T1). Au second trimestre, l'activité a redémarré et a permis au pays de réaliser une croissance organique de 8,6 % alimentée par des perspectives positives dans l'assistance à la gestion de projets d'infrastructures de transport et énergétiques (avec des opportunités croissantes sur les marchés publics). Au cours du premier trimestre, les ingénieurs de Bureau Veritas ont fourni des services essentiels d'ingénierie, d'assistance et de gestion de la sécurité pour l'hôpital d'urgence de Shenzhen qui a été construit en 20 jours seulement. Le Japon, pour sa part, a réalisé une performance supérieure à la moyenne de la division grâce au développement robuste des services liés aux Capex.

En Amérique (18 % du chiffre d'affaires de la division), une baisse organique à deux chiffres a été enregistrée, principalement à cause de l'Amérique latine (en repli de 22,3 % du fait de la Colombie, du Brésil et du Mexique) alors que les États-Unis (en baisse de 7,3 % sur une base organique) ont bien résisté car le pays a continué à bénéficier de dynamiques fortes dans les services de mise en exploitation de centres de données compensant ainsi certains marchés finaux plus faibles. Au premier semestre, les clients du Groupe ont accéléré la mise en exploitation de centres de données pour soutenir l'accroissement du télétravail.

La marge opérationnelle ajustée au premier semestre est de 6,9 % en recul de 644 points de base, en raison d'une baisse du chiffre d'affaires, en Chine au premier trimestre et ailleurs au deuxième trimestre (liée aux mesures de confinement), et d'un effet de mix négatif significatifs en raison du portefeuille d'activités et des zones géographiques. Compte tenu de la bonne santé du carnet de commandes, des ajustements de ressources limités ont été effectués au premier semestre.

## CERTIFICATION

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	142,0	182,6	(22,2) %	(21,9) %	+ 0,5 %	(0,8) %
Résultat opérationnel ajusté	10,9	30,9	(64,7) %			
Marge opérationnelle ajustée	7,7 %	16,9 %	(922) pb	(908) pb	+ 3 pb	(17) pb

La Certification est l'activité du Groupe qui a été la plus touchée par la crise liée au Covid-19 et par les mesures de confinement général observées dans de nombreux pays, dès le mois de mars. L'activité a enregistré un recul de 21,9 % sur une base organique au premier semestre 2020, dont -33,5 % au second trimestre car de nombreux audits ont été reportés.

Toutes les zones géographiques ont essuyé des tendances organiques négatives à deux chiffres à l'exception de quelques pays qui ont été moins touchés par les mesures de confinement (E.A.U., Vietnam). Les pays les plus impactés sont les États-Unis, le Canada, le Royaume-Uni, l'Allemagne (du fait de l'exposition à l'industrie automobile) et le Brésil. La performance de la France a été dans la moyenne de la division. La Chine, qui a été fortement touchée pendant le premier trimestre à cause des restrictions extrêmes de mobilité (fort repli à deux chiffres), est parvenue à se stabiliser au second trimestre.

Dans le portefeuille du Groupe, les audits sociaux & personnalisés et les audits IATF dans l'automobile ont été les plus touchés par le report par les clients car les audits à distance n'étaient pas autorisés et la validité des certificats a été prolongée. Les services de Formation ont également été impactés par l'annulation des sessions de formation en présentiels, remplacées dans certains cas par des formations à distance.

La baisse a été amortie dans les pays ou les segments où le Groupe était autorisé à fournir les services à distance via des solutions digitales. Dans beaucoup de pays, les organismes d'accréditation nationaux ont autorisé des audits à distance pour certaines activités et normes ISO sauf dans certains segments (Alimentaire, Automobile ou audits sociaux). Certains des audits QHSE et des systèmes de management de la sécurité de l'information ont été effectués à distance pendant le second trimestre avec des situations variées selon les pays (un taux d'adoption bon en Espagne, Italie, Inde, Brésil, Thaïlande et Danemark mais faible dans les autres pays). Bien que des solutions à distance soient développées et proposées à chaque client, elles ne deviennent pas pour autant la norme car elles restent difficiles à mettre en œuvre du côté du client. Début juillet, Sedex (*Supplier Ethical Data Exchange*), un des principaux fournisseurs de services de commerce éthique dans le monde, qui s'est donné pour mission d'améliorer les conditions de travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, a lancé des évaluations virtuelles. Bureau Veritas a été sélectionné dans le cadre d'un programme pilote, parmi les six sociétés d'audit affiliées (AAC, d'après le sigle anglais) approuvées par Sedex, pour réaliser des évaluations virtuelles (SDA : *Sedex Virtual Assessment*).

La Certification des produits alimentaires biologiques affiche une croissance tandis que les audits de Développement durable et RSE, la certification des systèmes de gestion de la filière bois, les audits des opérations clients et la certification des personnels ont montré une forte résilience. Le Groupe a continué à diversifier son portefeuille, le développement de nouveaux produits accusant une baisse de seulement 6,1 % au premier semestre 2020 par rapport à l'exercice précédent. À titre d'exemple, de nouveaux produits liés à la formation ont été développés au Chili.

Dans le contexte du Covid-19, le Groupe s'est concentré sur des solutions de continuité d'activité en promouvant les audits à distance et les classes virtuelles. Il a préparé la sortie de crise avec des initiatives liées au redémarrage de l'activité en fin de confinement (« Redémarrez votre activité avec BV »), dont la dynamique est actuellement forte. De nombreux contrats ont été signés avec des clients de secteurs très variés, notamment l'hôtellerie et la restauration, l'aérien, la banque, les centres commerciaux ou le secteur public. Cette suite de solutions devrait contribuer à l'amélioration progressive de l'activité dès le troisième trimestre.

La marge opérationnelle ajustée au premier semestre est en net repli à 7,7 %. Ceci est la conséquence d'une baisse organique de 908 points de base due à une forte diminution du chiffre d'affaires, notamment au deuxième trimestre, en partie amortie par une structure de coûts flexible.



## BIENS DE CONSOMMATION

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019	Var. (%)	Variation organique	Effet périmètre	Effet de change
Chiffre d'affaires	271,4	339,7	(20,1) %	(20,8) %	+ 0,1 %	+ 0,6 %
Résultat opérationnel ajusté	24,1	83,7	(71,2) %			
Marge opérationnelle ajustée	8,9 %	24,6 %	(1 576) pb	(1 593) pb	+ 3 pb	+ 14 pb

L'activité Biens de consommation a enregistré un chiffre d'affaires en baisse de 20,8 % sur une base organique au premier semestre 2020, fortement impactée par les fermetures liées au Covid-19 dans la plupart des zones géographiques et des catégories de produits. Au deuxième trimestre, comme attendu, le chiffre d'affaires a continué à se détériorer (en baisse de 22,8 %), principalement à cause de la multiplication des mesures de confinement touchant les unités opérationnelles du Groupe et en raison des niveaux d'activité toujours faibles des clients américains et européens (commandes annulées et lancements de nouveaux produits suspendus). Les activités de Tests ont été sévèrement touchées (baisse de 26,7 %) tandis que les services d'Inspection et d'Audit ont mieux résisté (baisse de 4,5 %) pendant le premier semestre.

D'un point de vue géographique, alors que les niveaux d'activité dans la Chine se sont améliorés successivement tout au long du premier semestre (après un premier trimestre très faible), ils se sont détériorés dans la plupart des autres régions et plus particulièrement en Asie du Sud et Asie du Sud-Est.

Le segment **Textiles** (33 % du chiffre d'affaires de la division) a enregistré une performance inférieure à la moyenne de la division, fortement touché par les perturbations causées par les mesures de confinement en Chine au premier trimestre et ailleurs au deuxième trimestre, notamment en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est (l'Inde et le Bangladesh ont été fortement affectés). L'activité a fortement pâti aussi de conditions de marché difficiles avec les géants de la grande distribution aux États-Unis, et des effets des faillites successives.

À long terme, le Groupe espère continuer à profiter d'une accélération de l'approvisionnement hors de Chine ainsi que de la solide dynamique en Asie du Sud et du Sud-Est et des nouvelles zones géographiques (en particulier l'Europe de l'Est et Afrique).

Le segment **Biens durables** (31 % du chiffre d'affaires de la division) a réalisé une performance dans la moyenne de la division, ralenti par la plupart des régions, la Chine et les États-Unis plus particulièrement. Le sous-segment Jouets a été sous pression et le sous-segment Cosmétiques a enregistré une baisse à deux chiffres malgré une bonne performance en Corée du Sud. Les services d'Inspection et d'Audit (12 % du chiffre d'affaires de la division) ont montré une bonne résilience pendant le premier semestre, portés notamment par une croissance organique élevée à un chiffre en Chine. Cela inclut les audits sociaux et RSE qui sont sur une bonne dynamique. En atteste le contrat signé avec la marque de vêtements britannique Boohoo afin de procéder à un audit indépendant de sa chaîne d'approvisionnement (suite à des allégations de conditions de travail déplorables dans les usines de ses fournisseurs au Royaume-Uni).

Enfin, le segment **Produits Électriques & Électroniques** (36 % du chiffre d'affaires de la division) a réalisé une performance supérieure à la moyenne de la division, montrant une situation contrastée selon les sous-segments : une performance plus résiliente dans les activités de tests dans le Mobile mais très difficile dans l'Automobile électrique (services d'homologation et tests de fiabilité), portée par la Chine. L'activité a pâti de conditions de marché difficiles avec les géants de la grande distribution aux États-Unis, et de l'effet des fermetures liées au Covid-19. Une croissance a été observée en Corée du Sud et en Amérique latine tandis que les États-Unis et l'Europe ont affiché une décroissance significative. En Asie, les produits/infrastructures lié(e)s à la 5G conservent une bonne dynamique, les plateformes de test du Groupe dans la région (Corée du Sud et Taïwan en particulier) étant désormais totalement opérationnelles.

Tout au long de l'exercice 2020, l'incertitude autour des conditions économiques du fait du Covid-19 et la poursuite des discussions sur les tarifs douaniers devraient inciter les clients à maintenir une attitude attentiste en reportant ou annulant les lancements de nouveaux produits. Le Groupe ne voit aucune évolution de la situation à ce jour et reste très prudent quant à la seconde moitié de l'exercice.

La marge opérationnelle ajustée au premier semestre est de 8,9 % (baisse de 1 576 points de base), soit une forte baisse imputée à l'effet d'une importante diminution du chiffre d'affaires et d'un ajustement limité des coûts au premier trimestre. Des mesures de restructuration ont été mises en œuvre au second trimestre 2020.

## 1.4. FLUX DE TRESORERIE ET FINANCEMENT

### 1.4.1. FLUX DE TRESORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>S1 2020</b>	<b>S1 2019</b>
Résultat avant impôts	(6,5)	274,3
Élimination des flux des opérations de financement et d'investissement	46,6	67,2
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie	60,4	(6,5)
Amortissements et dépréciations	212,4	142,2
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	113,7	(161,6)
Impôts payés	(62,3)	(83,3)
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>364,3</b>	<b>232,3</b>
Acquisitions de filiales	(17,1)	(55,9)
Cessions de filiales et d'activités	-	16,6
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(44,9)	(56,4)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3,8	5,1
Acquisitions d'actifs financiers non courants	(11,0)	(8,4)
Cessions d'actifs financiers non courants	11,8	8,4
Variation des prêts et avances consentis	(2,5)	(11,4)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	0,1	1,4
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>(59,7)</b>	<b>(100,6)</b>
Augmentation de capital	2,2	0,7
Acquisition / cession d'actions propres	3,0	2,8
Dividendes versés	(12,7)	(69,3)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières	782,7	204,9
Remboursement des emprunts et autres dettes financières	(321,2)	(424,7)
Remboursement des dettes avec les actionnaires	-	(3,2)
Remboursement des dettes et intérêts de location	(52,0)	(43,3)
Intérêts payés	(53,6)	(40,1)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>348,6</b>	<b>(372,2)</b>
Incidence des écarts de change	(12,2)	(0,2)
Incidence des changements de méthode	-	-
<b>Variation de la trésorerie nette</b>	<b>640,9</b>	<b>(240,7)</b>
Trésorerie nette au début de la période	1 465,7	1 034,6
<b>Trésorerie nette à la fin de la période</b>	<b>2 106,6</b>	<b>793,9</b>
Dont disponibilités et équivalent de trésorerie	2 120,5	804,8
Dont concours bancaires courants	(13,9)	(10,9)

## Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles du Groupe

Les flux de trésorerie générés par l'activité (*cash-flow* opérationnel) atteignent 364,3 millions d'euros au S1 2020 (+ 56,8 %) bénéficiant d'une forte amélioration de la variation du Besoin en Fonds de Roulement (+ 275,3 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent), en raison du report de paiements (liés notamment aux charges sociales et fiscales) et d'une forte réduction des créances clients. Le programme *Move For Cash* a continué à démontrer ses effets positifs sur le fonds de roulement lié à l'activité et est toujours en cours avec des actions prises à travers toute l'organisation.

Au 30 juin 2020, le BFR s'élève à 320,1 millions d'euros, soit 7,1 % du chiffre d'affaires annualisé, à comparer à 581,4 millions d'euros, soit 11,7 % au 30 juin 2019. Cette amélioration résulte d'une forte mobilisation de l'ensemble de l'organisation autour des mesures prises concernant la trésorerie, les initiatives du programme *Move For Cash* ayant continué à être déployées au cours du premier semestre, en particulier, l'optimisation du processus « *invoice to cash* » (de la facturation au règlement), l'accélération de la facturation et de l'encaissement dans tout le Groupe, renforcés au niveau central par un groupe de travail, ainsi que le suivi quotidien du niveau d'encaissement.

### Évolution du flux de trésorerie généré par l'activité

(en millions d'euros)

<b>Flux de trésorerie généré par l'activité au 30 juin 2019</b>	<b>232,3</b>
Variation organique et effet périmètre	+ 141,7
<b>Flux de trésorerie généré par l'activité à taux constant</b>	<b>374,0</b>
Effet de change	(9,7)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ AU 30 JUIN 2020</b>	<b>364,3</b>

Le tableau ci-dessous présente le calcul détaillé du flux de trésorerie disponible au premier semestre 2020 et au premier semestre 2019 :

(en millions d'euros)

	<b>S1 2020</b>	<b>S1 2019</b>
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>364,3</b>	<b>232,3</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes des cessions	(41,0)	(51,3)
Intérêts payés	(53,6)	(40,1)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE</b>	<b>269,6</b>	<b>140,9</b>

Le flux de trésorerie disponible, correspondant au flux net de trésorerie généré par l'activité après impôts, intérêts financiers et acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, s'élève à 269,6 millions d'euros au S1 2020, par rapport à 140,9 millions d'euros au S1 2019, soit une hausse de 91,4 % ou de 98,5 % à taux de change constant. Sur une base organique, le flux de trésorerie disponible a progressé de 96,8 % au cours du premier semestre 2020.

## Évolution du flux de trésorerie disponible

(en millions d'euros)

<b>Flux de trésorerie disponible au 30 juin 2019</b>	<b>140,9</b>
Variation organique	+ 136,4
<b>Flux de trésorerie disponible organique</b>	<b>277,3</b>
Effet périmètre	+ 2,4
<b>Flux de trésorerie disponible à taux constant</b>	<b>279,7</b>
Effet de change	(10,1)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE AU 30 JUIN 2020</b>	<b>269,6</b>

### Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles

De manière générale, les activités d'inspection et de certification de Bureau Veritas sont des activités de services peu consommatrices en capital alors que les activités d'analyses et de tests en laboratoires requièrent des investissements. Ces dernières concernent en particulier les activités Biens de consommation et Agroalimentaire & Matières Premières.

Le montant total des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles net des cessions réalisées par le Groupe est de 41,0 millions d'euros au S1 2020, en baisse par rapport à 51,3 millions d'euros au S1 2019. Le Groupe enregistre un produit de cession de 3,8 millions d'euros au S1 2020, contre 5,1 millions d'euros au S1 2019.

Le taux d'investissement s'élève à environ 1,9 % du chiffre d'affaires, à un niveau inférieur à celui du S1 2019 (2,1 %).

### Intérêts payés

Les intérêts payés sont en hausse à 53,6 millions d'euros à comparer à 40,1 millions d'euros au S1 2019. Pour l'essentiel, cette hausse provient des frais de remboursement anticipé des *US Private Placements* bilatéraux et des emprunts *Schuldschein* à taux fixe intervenus au cours du premier semestre 2020. Il est à noter que le premier semestre 2019 comprenait le paiement en janvier 2019 d'un premier coupon court de l'obligation émise en octobre 2018 à comparer avec le coupon annuel payé en janvier 2020.



## Trésorerie nette provenant des activités d'investissement du Groupe

### Acquisitions et cessions de sociétés

Le Groupe n'a pas réalisé d'acquisition significative au premier semestre 2020.

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019
Prix des activités acquises	(1,7)	(52,5)
Réévaluation des titres à la juste valeur (regroupement d'entreprises réalisé par étapes)	-	4,1
Trésorerie des sociétés acquises	0,1	14,2
Coût d'acquisition restant à payer au 30 juin au titre des acquisitions de l'année	-	2,2
Paieement en éléments de capitaux propres	-	-
Décaissements sur acquisitions antérieures	(15,3)	(22,0)
<b>Impact sur la trésorerie des activités acquises</b>	<b>(16,9)</b>	<b>(54,0)</b>
Frais d'acquisition	(0,2)	(1,9)
<b>ACQUISITION DE FILIALES</b>	<b>(17,1)</b>	<b>(55,9)</b>

## Trésorerie nette provenant des activités de financement du Groupe

### Opérations sur le capital (augmentation, réduction et achat d'actions propres)

Au S1 2020, les opérations d'acquisitions et de cessions d'actions propres réalisées par la Société, dispositif utilisé notamment pour servir les plans de *stock-options* et d'actions de performance, ont généré une entrée de trésorerie nette de 3,0 millions d'euros à laquelle s'ajoute 2,2 millions d'euros d'augmentations de capital.

### Dividendes

Au S1 2020, le poste « dividendes versés » d'un montant total de 12,7 millions d'euros se compose principalement des dividendes versés aux minoritaires et des retenues à la source sur les dividendes intra-groupe.

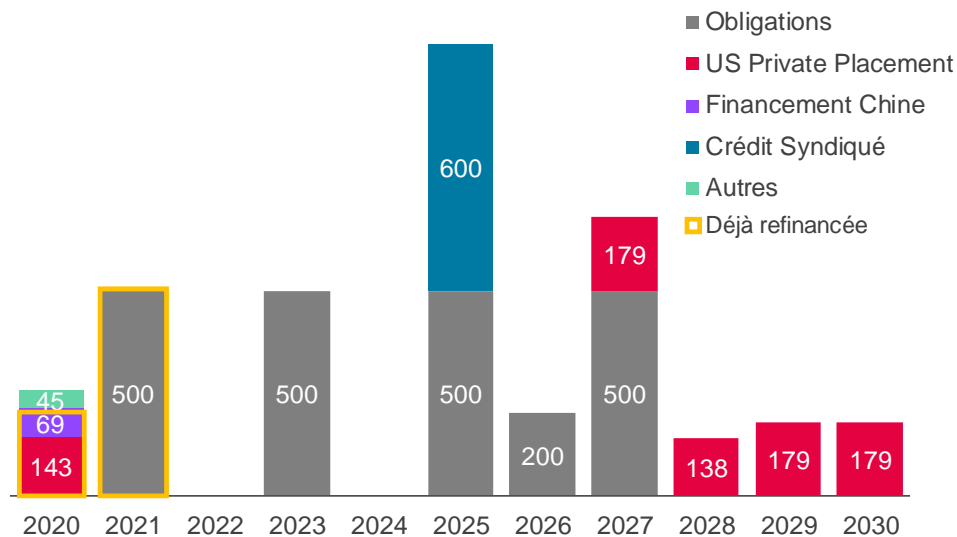
Tel que décrit dans la section 1.2 – Faits marquants du premier semestre 2020, le Groupe a exceptionnellement annulé la proposition de distribution de dividende au titre de l'exercice 2019 en raison du contexte lié à la pandémie de Covid-19.

### Dette financière

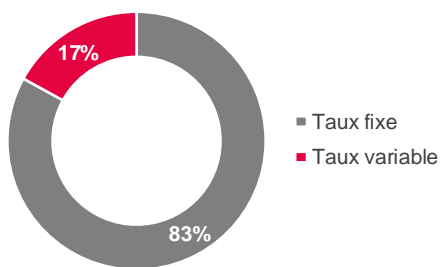
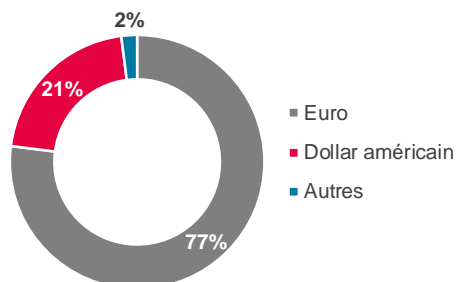
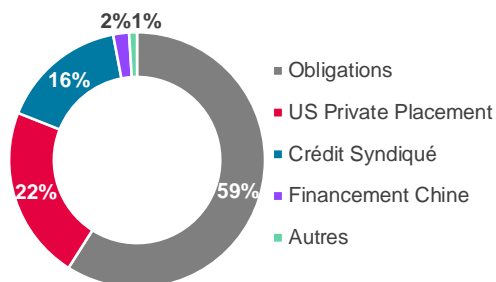
Le montant de la dette financière brute au bilan est en hausse de 443,5 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2019.

## 1.4.2. FINANCEMENT

### Profil de maturité de la dette au 30 juin 2020



### Répartition de la dette



## Sources de financement du Groupe

### Principales sources de financement

Au 30 juin 2020, l'endettement brut du Groupe s'élève à 3 731,0 millions d'euros et se compose de :

- Financements non bancaires :
  - le *US Private Placement* 2008 (143,0 millions d'euros) ;
  - le *US Private Placement* 2017 (317 millions d'euros) porté par Bureau Veritas Holdings, Inc. ;
  - le *US Private Placement* 2018 (178,6 millions d'euros) porté par Bureau Veritas Holdings, Inc. ;
  - le *US Private Placement* 2019 (178,6 millions d'euros) ; et
  - les émissions obligataires de 2014, 2016, 2018 et 2019 (2,2 milliard d'euros) ;
- Financements bancaires :
  - le crédit syndiqué (« Crédit Syndiqué 2018 »), tiré ;
  - le crédit *revolving* (« Crédit Revolving 2020 »), non tiré ;
  - le financement bancaire (68,8 millions d'euros) porté par Bureau Veritas Investment Shanghai Co., Ltd ;
  - les autres emprunts bancaires (6,3 millions d'euros) ; et
  - les concours bancaires (13,8 millions d'euros) ;
- Frais d'emprunts et d'intérêts courus (24,9 millions d'euros).

L'évolution de l'endettement brut du Groupe se présente de la manière suivante :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 déc. 2019
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (plus d'un an)	2 967,8	2 918,5
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (moins d'un an)	749,4	356,9
Concours bancaires	13,8	12,1
<b>ENDETTEMENT BRUT TOTAL</b>	<b>3 731,0</b>	<b>3 287,5</b>

Le tableau suivant présente l'évolution de la trésorerie et de l'endettement net du Groupe :

(en millions d'euros)	30 juin 2020	31 déc. 2019
Valeurs mobilières et créances assimilées	797,3	431,3
Disponibilités	1 323,2	1 046,5
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>2 120,5</b>	<b>1 477,8</b>
Endettement brut total	3 731,0	3 287,5
<b>ENDETTEMENT NET TOTAL</b>	<b>1 610,5</b>	<b>1 809,7</b>
Instruments de couverture de devises	6,4	3,6
<b>ENDETTEMENT NET AJUSTE</b>	<b>1 616,9</b>	<b>1 813,3</b>

La dette financière nette ajustée (dette financière nette après instruments de couverture de devises telle que définie dans le calcul des ratios bancaires) s'élève à 1 616,9 millions d'euros au 30 juin 2020, à comparer à 1 813,3 millions d'euros au 31 décembre 2019.

### Ratios bancaires<sup>3</sup>

Certains financements du Groupe sont soumis au respect de certains engagements et ratios bancaires.

En juin 2020, le Groupe a obtenu une dérogation de ses partenaires bancaires et investisseurs *US Private Placement* (« *USPP* ») pour l'assouplissement (« *waiver* ») de ces ratios bancaires pour les tests du 30 juin 2020, 31 décembre 2020 et 30 juin 2021 dans le contexte de la pandémie de Covid-19.

L'obtention du *waiver* auprès des banques du Crédit Syndiqué 2018 et du Crédit *Revolving* 2020 est intervenue le 26 juin 2020 et l'amendement auprès des investisseurs *USPP* a été signé en date du 30 juin 2020.

Au 30 juin 2020, tous ces engagements étaient respectés. Ces engagements peuvent être résumés ainsi :

- le premier ratio est défini comme le rapport de la dette financière nette ajustée sur l'EBITDA consolidé (résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise, et doit être inférieur à 4,5x au 30 juin 2020, 6,25x au 31 décembre 2020, 5,5x au 30 juin 2021 puis 3,5x à partir du 31 décembre 2021. Au 30 juin 2020, ce ratio s'élève à 2,00x ;
- le second ratio s'applique uniquement aux *USPP* et représente l'EBITDA consolidé (résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise sur les charges financières nettes du Groupe et doit être supérieur à 5,5x au 30 juin 2020, 2,0x au 31 décembre 2020, 3,0x au 30 juin 2021 puis 5,5x à partir du 31 décembre 2021. Au 30 juin 2020, ce ratio s'élève à 8,71x.

### Principales caractéristiques des financements

#### *US Private Placement 2008*

Le Groupe a mis en place le 16 juillet 2008 un placement privé aux États-Unis (« *USPP 2008* ») d'un montant de 266 millions de dollars américains et de 63 millions de livres sterling.

Cette émission a été réalisée sous la forme de quatre *senior notes* remboursables in fine dont deux ont été remboursées à l'échéance de juillet 2018 pour un montant de 155 millions de dollars américains et 23 millions de livres sterling.

Les caractéristiques de ce contrat de financement sont les suivantes :

Échéance	Montants (en millions d'euros)	Devise	Amortissement	Taux
Juillet 2020	143,0	GBP & USD	<i>In fine</i>	Fixe

#### *US Private Placement 2011 et 2014*

Le Groupe a mis en place en 2011 un placement privé aux États-Unis (« *USPP 2011* ») à hauteur de 200 millions de dollars américains, auprès d'un investisseur.

La part à taux variable arrivant à échéance en mai 2022 a fait l'objet d'un remboursement par anticipation pour un montant de 100 millions de dollars américains en janvier 2019.

La part à taux fixe arrivant à échéance en octobre 2021 a fait l'objet d'un remboursement par anticipation pour un montant de 100 millions de dollars américains en février 2020.

<sup>3</sup> Le mode de calcul des ratios bancaires est défini contractuellement et se veut avant application d'IFRS 16.

### **US Private Placement 2013 et 2014**

Le Groupe a mis en place en octobre 2013 un placement privé aux États-Unis (« USPP 2013 ») à hauteur de 150 millions de dollars américains auprès d'un investisseur.

La part à taux variable arrivant à échéance en septembre 2020 pour un montant de 75 millions de dollars américains et en juillet 2022 pour un montant de 25 millions de dollars américains a fait l'objet d'un remboursement par anticipation en janvier 2019.

La part à taux fixe arrivant à échéance en juillet 2020 pour un montant de 50 millions de dollars américains a fait l'objet d'un remboursement par anticipation en février 2020.

### **US Private Placement 2017**

Le Groupe a mis en place en juillet 2017 deux placements privés aux États-Unis (« USPP 2017 ») d'un montant total de 355 millions de dollars américains. Les caractéristiques de ces contrats de financement sont les suivantes :

<b>Échéance</b>	<b>Montants</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>Devise</b>	<b>Amortissement</b>	<b>Taux</b>
Septembre 2027	178,6	USD	<i>In fine</i>	Fixe
Juillet 2028	138,4	USD	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2020, les lignes de financement de 200 millions et 155 millions de dollars américains portée par Bureau Veritas Holdings, Inc. sont tirées à 100 % en dollars américains.

### **US Private Placement 2018**

Le Groupe a mis en place en décembre 2018 un placement privé aux États-Unis (« USPP 2018 ») d'un montant total de 200 millions de dollars américains auprès d'un investisseur. Les caractéristiques de ce contrat de financement sont les suivantes :

<b>Échéance</b>	<b>Montants</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>Devise</b>	<b>Amortissement</b>	<b>Taux</b>
Janvier 2029	178,6	USD	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2020, la ligne de financement de 200 millions de dollars américains portée par Bureau Veritas Holdings, Inc. est tirée à 100% en dollars américains.

### **US Private Placement 2019**

Le Groupe a mis en place en novembre 2019 un placement privé aux États-Unis (« USPP 2019 ») d'un montant total de 200 millions de dollars américains. Les caractéristiques de ce contrat de financement sont les suivantes :

<b>Échéance</b>	<b>Montants</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>Devise</b>	<b>Amortissement</b>	<b>Taux</b>
Janvier 2030	178,6	USD	<i>In fine</i>	Fixe

Au 30 juin 2020, la ligne de financement de 200 millions de dollars américains est tirée à 100% en dollars américains.

### **Schuldschein SSD**

Le Groupe a mis en place en juillet 2015 un placement privé de type *Schuldschein* d'un montant de 200 millions d'euros avec des échéances de cinq et sept ans.

Ce placement privé *Schuldschein* a fait l'objet d'un remboursement par anticipation en janvier 2020 pour la part à taux variable d'un montant de 109 millions d'euros et en juin 2020 pour la part à taux fixe d'un montant de 91 millions d'euros.

### **Émissions obligataires 2014, 2016, 2018 et 2019**

Le Groupe a réalisé cinq émissions obligataires non notées en 2014, 2016, 2018 et 2019 pour un total de 2,2 milliards d'euros. Les caractéristiques sont les suivantes :

<i>Échéance</i>	<b>Montants</b> <i>(en millions d'euros)</i>	<b>Devise</b>	<b>Amortissement</b>	<b>Taux</b>
Janvier 2021	500	EUR	<i>In fine</i>	3,125 %
Septembre 2023	500	EUR	<i>In fine</i>	1,250 %
Janvier 2025	500	EUR	<i>In fine</i>	1,875 %
Septembre 2026	200	EUR	<i>In fine</i>	2,000 %
Janvier 2027	500	EUR	<i>In fine</i>	1,125%

### **Negotiable European Commercial Paper (« NEU CP »)**

Le Groupe dispose d'un programme de NEU CP auprès de la Banque de France afin d'optimiser sa gestion de trésorerie court terme. Les maturités des NEU CP sont inférieures à un an. Le plafond de ce programme est fixé à 600 millions d'euros.

Au 30 juin 2020, le Groupe n'a pas émis de NEU CP.

### **Negotiable European Medium Term Note (« NEU MTN »)**

Le Groupe dispose d'un programme de NEU MTN auprès de la Banque de France afin de se doter d'un cadre juridique pour émettre des placements privés. Le plafond de ce programme est fixé à 300 millions d'euros.

Au 30 juin 2020, le programme NEU MTN n'est pas utilisé.

### **Crédit Syndiqué 2018**

Le Groupe dispose d'une ligne de crédit syndiqué *revolving* confirmée d'un montant de 600 millions d'euros. Cette ligne a été mise en place en mai 2018 pour une durée de cinq ans avec deux options d'extension d'une année chacune exerçables respectivement à l'issue de la première et la deuxième année.

Chacune des deux options d'extension a été exercée respectivement en mai 2019 et en mai 2020 portant l'échéance du Crédit Syndiqué 2018 à mai 2025.

Au 30 juin 2020, le Crédit Syndiqué 2018 est entièrement tiré.

### **Crédit Revolving 2020**

Le Groupe dispose d'une ligne de crédit *revolving* confirmée d'un montant de 500 millions d'euros. Cette ligne a été mise en place en avril 2020 pour une durée de 12 mois avec une option d'extension de 6 mois à la main du Groupe.

Au 30 juin 2020, le Crédit Revolving 2020 n'est pas tiré.

### ***Financement bancaires en yuan renminbi (« Financement Chine »)***

Le Groupe a mis en place en septembre 2018 un financement bancaire d'un montant de 750 millions de renminbi porté par Bureau Veritas Investment Shanghai Co., Ltd d'une durée de 2 ans.

Au 30 juin 2020, le Financement Chine est tiré à hauteur de 545 millions de renminbi.

### **Sources de financement attendues pour les investissements futurs**

---

Le Groupe prévoit que ses besoins de financement opérationnels seront totalement couverts par ses flux de trésorerie d'exploitation. Au 30 juin 2020, pour le financement de sa croissance externe, le Groupe dispose des ressources provenant :

- des flux de trésorerie disponibles après impôts, frais financiers et dividendes ;
- de sa trésorerie disponible.

## 1.5. DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

---

Les lecteurs sont invités à se référer au Document d'enregistrement universel 2019 de la Société déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 26 mars 2020 sous le numéro D.20-0191 (chapitre 4 – Gestion des risques). Y sont notamment décrits les facteurs de risques, les assurances et les couvertures des risques, ainsi que la méthode de provisionnement des risques et litiges.

L'évolution des risques financiers et de marché sur le semestre est détaillée dans l'annexe aux états financiers consolidés semestriels à la Note 19 présentée au chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2020 du présent Rapport financier semestriel.

A l'exception de ces points, il n'est pas anticipé de risques ou d'incertitudes significatifs autres que ceux présentés dans ce document.

### **Procédures, enquêtes administratives, judiciaires et arbitrales**

---

Dans le cours normal de ses activités, le Groupe est impliqué dans un nombre important de procédures judiciaires visant en particulier à mettre en cause sa responsabilité civile professionnelle. Bien que le Groupe porte une grande attention à la maîtrise des risques et à la qualité des prestations réalisées, certaines peuvent aboutir à des condamnations pécuniaires.

Les charges pouvant résulter de ces litiges font le cas échéant l'objet de provisions. Le montant comptabilisé en provisions est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation, actualisée à la date de clôture. Les coûts que le Groupe peut être amené à engager peuvent excéder les montants des provisions pour litiges du fait de nombreux facteurs, notamment du caractère incertain de l'issue des litiges.

À la date du présent document, le Groupe est impliqué dans les principales procédures suivantes :

#### **Contentieux relatif à la Construction d'un complexe hôtelier et commercial en Turquie**

Bureau Veritas Gozetim Hizmetleri Ltd Sirketi (« BVG ») et la société turque Aymet sont parties à un contentieux devant le Tribunal de Commerce d'Ankara relatif à la construction d'un complexe hôtelier et commercial pour lequel elles ont conclu un contrat en 2003. En 2004, la construction du projet s'est arrêtée suite au retrait du financement du projet par la Banque Aareal. En 2008, Aymet a entamé une procédure contre BVG, alléguant de prétendus manquements dans la réalisation de sa mission d'inspection et de supervision du projet et la responsabilité de BVG dans le retrait du financement.

Sur le fond, les documents portés à la connaissance du Tribunal par BVG et par la Banque Aareal, qui a accordé un financement au titre du projet et qui elle-même a été assignée par Aymet, de même que plusieurs consultations juridiques d'éminents professeurs de droit turc, confortent la position de la Société selon laquelle les demandes de la société Aymet sont sans fondement juridique et contractuel solide.

En novembre 2017, une décision est intervenue dans l'affaire qui oppose – dans le cadre du même projet – la Banque Aareal et Aymet, via son représentant légal. Le Tribunal a considéré que la banque avait légitimement résilié son financement du fait des défaillances contractuelles de son emprunteur Aymet. Cette décision a été confirmée en appel mais Aymet a introduit un pourvoi, actuellement pendant.

Au regard du droit local, la réclamation d'Aymet est plafonnée à 87,4 millions de livres turques, auxquels s'ajoutent les intérêts au taux légal et les frais de justice.

Le 5 décembre 2018, le tribunal a fait droit, en intégralité, à la demande d'Aymet et a condamné BVG à payer à cette dernière les sommes réclamées. BVG contestant tant le principe de sa responsabilité que l'évaluation du préjudice a fait appel de cette décision en déposant une garantie bancaire pour faire échec à toute tentative d'exécution. L'appel est toujours pendant.



En l'état actuel, l'issue de ce litige reste incertaine bien que les avocats de BVG soient optimistes sur la décision d'appel. Sur la base des provisions passées par le Groupe, et en l'état des informations connues à ce jour, la Société considère, après prise en compte des avis de ses avocats, que ce sinistre n'aura pas d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

### **Positions fiscales incertaines**

Bureau Veritas SA et certaines filiales du Groupe font l'objet de vérification de comptabilité ou ont reçu des propositions de rectification qui ont engendré des discussions avec les autorités locales compétentes au stade contentieux ou pré-contentieux.

À ce stade d'avancement des dossiers en cours et sur la base des informations connues à ce jour, le Groupe considère que ces risques, contrôles ou redressements ont donné lieu au montant approprié des positions fiscales incertaines constatées dans les états financiers consolidés du Groupe.

Il n'existe pas d'autres enquêtes ou procédures gouvernementales, administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la Société a connaissance, qui soit en suspens ou dont le Groupe soit menacé) susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des six derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe. Les provisions pour litiges comptabilisées par le Groupe sont présentées dans la Note 15, figurant à la section 2.2 – Notes annexes aux états financiers consolidés semestriels résumés du présent Rapport financier semestriel, en ce qui concerne les litiges fiscaux relatifs aux impôts qui ne relèvent pas d'IAS 12.

## **1.6. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES**

---

Les lecteurs sont invités à se référer à la Note 20 – Transactions avec les parties liées présentée dans le chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2020 du présent Rapport financier semestriel.

## 1.7. PERSPECTIVES

### Perspectives 2020

Compte tenu de l'incertitude entourant la pandémie de Covid-19 qui frappe encore de nombreux pays dans lesquels il opère, Bureau Veritas envisage différents scénarios pour l'exercice 2020.

#### Scénario « Reprise lente et progressive »

Croissance organique du chiffre d'affaires	Marge opérationnelle ajustée	Flux net de trésorerie généré par l'activité
<ul style="list-style-type: none"><li>Baisse moyenne à élevée à un chiffre en 2020</li><li>Amélioration à partir du S1</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Marge faible à deux chiffres</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Priorité à la génération de trésorerie</li><li>Investissement net <sup>4</sup> d'environ 2 % du chiffre d'affaires</li><li>Ratio besoin en fonds de roulement (BFR) / chiffre d'affaires d'environ 9 %</li></ul>

#### Scénario « Reprise atone »

Croissance organique du chiffre d'affaires	Marge opérationnelle ajustée	Flux net de trésorerie généré par l'activité
<ul style="list-style-type: none"><li>Baisse élevée à un chiffre</li><li>S2 en territoire négatif</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Marge faible à deux chiffres</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Priorité à la génération de trésorerie</li><li>Investissement net <sup>4</sup> d'environ 2 % du chiffre d'affaires</li><li>Ratio BFR / chiffre d'affaires d'environ 9 %</li></ul>

#### Scénario « Aggravation de la pandémie au cours du second semestre »

Croissance organique du chiffre d'affaires	Marge opérationnelle ajustée	Flux net de trésorerie généré par l'activité
<ul style="list-style-type: none"><li>Baisse à deux chiffres en 2020</li><li>S2 inférieur au S1</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Marge faible à deux chiffres</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>Priorité à la génération de trésorerie</li><li>Investissement net <sup>4</sup> inférieur à 2 % du chiffre d'affaires</li><li>Ratio BFR / chiffre d'affaires supérieur à 9 %</li></ul>

<sup>4</sup> Investissement net : acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes des cessions.

## 1.8. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

---

### Lancement de « Supply-R », une nouvelle solution pour améliorer la résilience de la chaîne d'approvisionnement

---

Le 15 juillet 2020, Bureau Veritas a lancé « Supply-R », une solution répondant aux nouveaux défis des entreprises relatifs à la fiabilité de leurs réseaux de fournisseurs, et permettant d'assurer la continuité de leurs activités en toutes circonstances.

« Supply-R » est une solution unique comprenant une évaluation sur-mesure des risques liés à la chaîne d'approvisionnement, basée sur des données de terrain collectées lors d'une vérification indépendante, sur site, des fournisseurs critiques.

Toutes les informations sont collectées et consolidées à l'aide d'une plateforme digitale permettant une visibilité complète, au niveau de granularité requis pour prendre les décisions commerciales les plus adaptées et minimiser le risque de pénurie.

La solution est flexible et agile pour répondre efficacement aux besoins spécifiques des différents clients et secteurs d'activité. Elle offre une structure modulaire personnalisable, centrée sur les éléments critiques portant sur la résilience de la chaîne d'approvisionnement, tels que la continuité des activités, les capacités techniques, les exigences HSE, l'intégrité des données et la sécurité de l'information, et les pratiques logistiques et d'inventaire.

« Supply-R » s'adresse à tous les secteurs de l'industrie et des services, pour aider les entreprises à préserver la continuité de leurs activités et à mieux gérer les risques associés à leurs portefeuilles de fournisseurs, répartis dans différentes zones géographiques.

## 1.9. DEFINITIONS ET RAPPROCHEMENT DES INDICATEURS ALTERNATIFS DE PERFORMANCE AVEC LES INDICATEURS IFRS

---

Le processus de gestion de Bureau Veritas repose sur les indicateurs alternatifs de performance présentés ci-après. Ceux-ci ont été déterminés dans le cadre de la planification budgétaire et du reporting du Groupe, en interne et en externe. Bureau Veritas estime que ces indicateurs fournissent des renseignements supplémentaires utiles pour les utilisateurs des états financiers pour comprendre de façon adéquate la performance du Groupe, notamment sur le plan opérationnel. En outre, certains de ces indicateurs font référence dans l'industrie du « TIC » (Test, Inspection, Certification) et sont ceux principalement utilisés et suivis par la communauté financière. Ces indicateurs alternatifs de performance doivent être considérés comme complémentaires des indicateurs IFRS et des mouvements qui en découlent.

### 1.9.1. CROISSANCE

#### Croissance totale du chiffre d'affaires

---

Le pourcentage de croissance totale du chiffre d'affaires est un ratio qui mesure l'évolution du chiffre d'affaires du Groupe tel qu'il existe à la fin de l'exercice N par rapport à l'exercice N-1. La croissance totale du chiffre d'affaires se décompose en 3 éléments :

- la croissance organique ;
- l'impact périmètre ;
- l'effet de change.

Ces différentes composantes sont présentées dans la section 1.3.1 – Chiffre d'affaires du présent Rapport financier semestriel. Enfin, l'évolution du chiffre d'affaires, au niveau du Groupe et pour chaque activité, figure dans la section 1.3.8 – Résultat par activité du présent document.

### **Croissance organique**

Le Groupe suit en interne et publie une croissance « organique » de son chiffre d'affaires que la Direction considère comme plus représentative de la performance opérationnelle pour chacun de ses secteurs d'activité.

La principale mesure de gestion et de contrôle de la croissance du chiffre d'affaires du Groupe est une croissance comparable. En effet, celle-ci permet de suivre l'évolution des activités du Groupe hors effets de change qui sont exogènes à Bureau Veritas, et des effets de portefeuille, qui concernent des activités nouvelles ou ne faisant plus partie de leurs activités respectives. Cette mesure est utilisée pour l'analyse interne de la performance.

Bureau Veritas estime que cette mesure offre à la Direction et aux investisseurs une compréhension plus complète des résultats d'exploitation sous-jacents et des tendances des activités en cours, en excluant l'effet des acquisitions, des désinvestissements, y compris les cessions pures, ainsi que la cessation non désirée des activités (comme par exemple en raison de l'apparition de sanctions internationales), et l'évolution des taux de change pour les activités qui sont assujetties à la volatilité et qui peuvent occulter les tendances sous-jacentes.

Le Groupe estime également que la présentation séparée du chiffre d'affaires organique de ses activités fournit à la Direction et aux investisseurs des informations utiles sur les tendances de ses activités industrielles et permet une comparaison plus directe avec d'autres entreprises du secteur.

La croissance organique du chiffre d'affaires représente le pourcentage de croissance du chiffre d'affaires, présenté au niveau du Groupe et pour chaque activité, à périmètre et taux de change constants sur des périodes comparables :

- à périmètre de consolidation constant : effet de variation de périmètre retraité sur la base d'une période de douze mois ;
- à taux de change constants : exercice N retraité en utilisant les taux de change de l'exercice N-1.

### **Impact périmètre**

Afin d'établir une comparaison à données comparables, l'impact des changements dans le périmètre de consolidation est déterminé :

- pour les acquisitions de l'exercice N, en déduisant du chiffre d'affaires de l'exercice N, le chiffre d'affaires généré par les activités acquises durant l'exercice N ;
- pour les acquisitions de l'exercice N-1, en déduisant du chiffre d'affaires de l'exercice N, le chiffre d'affaires généré par les activités acquises pendant les mois durant lesquels les activités acquises n'étaient pas consolidées en N-1 ;
- pour les cessions et désinvestissements de l'exercice N, en déduisant du chiffre d'affaires de l'exercice N-1, le chiffre d'affaires généré par les activités cédées et désinvesties durant l'exercice N-1 pendant les mois où les activités ne faisaient pas partie du Groupe durant l'exercice N ;
- pour les cessions et désinvestissements de l'exercice N-1, en déduisant du chiffre d'affaires de l'exercice N-1, le chiffre d'affaires généré par les activités cédées et désinvesties durant l'exercice N-1 avant la cession.

### **Effet de change**

L'effet de change est calculé en convertissant le chiffre d'affaires de l'exercice N aux taux de change de l'exercice N-1.

## 1.9.2. RESULTAT OPERATIONNEL AJUSTE ET MARGE OPERATIONNELLE AJUSTEE

Les deux indicateurs mentionnés ci-après correspondent à des indicateurs clés pour mesurer la performance récurrente de l'activité, en excluant les éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à la performance sous-jacente et intrinsèque du Groupe. En outre, Bureau Veritas estime que ces indicateurs, présentés au niveau du Groupe et pour chaque activité, sont plus représentatifs de la performance opérationnelle de son secteur d'activité. Les évolutions du résultat opérationnel ajusté et de la marge opérationnelle ajustée, au niveau du Groupe et pour chaque activité, figurent dans la section 1.3.8 – Résultat par activité du présent Rapport financier semestriel.

### Résultat opérationnel ajusté

---

Le résultat opérationnel ajusté correspond au résultat opérationnel avant prise en compte des éléments d'ajustements suivants :

- les amortissements des actifs incorporels issus des acquisitions ;
- les dépréciations et mises au rebut des actifs immobilisés ;
- les pertes de valeurs des écarts d'acquisition ;
- les honoraires et charges d'acquisition d'activités ;
- les ajustements des compléments de prix d'acquisition des activités ;
- les résultats de cession d'activités ;
- les charges de restructuration.

Lorsqu'une acquisition est réalisée en cours d'exercice, le montant des amortissements des actifs incorporels est calculé en tenant compte d'un *pro rata temporis*.

Étant donné la durée de la période d'ajustement permettant de déterminer la juste valeur des actifs et passifs acquis (12 mois), l'amortissement des actifs incorporels de l'année d'acquisition peut, dans certains cas, reposer sur une évaluation temporaire et être légèrement ajusté l'année suivante, lorsque la valeur finale des actifs incorporels est connue.

Le résultat opérationnel ajusté organique représente le résultat opérationnel ajusté à périmètre et taux de change constants sur des périodes comparables :

- à périmètre de consolidation constant : retraité sur la base d'une période de douze mois ;
- à taux de change constants : exercice N retraité en utilisant les taux de change de l'exercice N-1.

L'impact périmètre et l'effet de change sont calculés selon une approche similaire à celle appliquée pour le chiffre d'affaires (voir ci-avant dans la section 1.9.1 – Croissance) pour chacune des composantes du résultat opérationnel et du résultat opérationnel ajusté.

La définition du résultat opérationnel ajusté ainsi qu'un tableau de réconciliation sont présentés à la Note 4 – Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS annexée aux états financiers consolidés semestriels, figurant au chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2020 du présent Rapport financier semestriel.

### Marge opérationnelle ajustée

---

La marge opérationnelle ajustée, présentée en pourcentage, correspond au résultat opérationnel ajusté rapporté au chiffre d'affaires. La marge opérationnelle ajustée peut être exprimée sur une base organique ou à taux de change constants, permettant dans ce dernier cas d'isoler la performance de l'effet de change qui est exogène au Groupe.

### 1.9.3. TAUX EFFECTIF D'IMPOT AJUSTE

Le taux effectif d'impôt (TEI) représente la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt.

Le taux effectif d'impôt ajusté (TEI ajusté) représente la charge d'impôt ajustée de l'effet d'impôt sur les éléments d'ajustement divisée par le résultat avant impôt avant prise en compte des éléments d'ajustement tels que définis dans la section 1.9.2 – Résultat opérationnel ajusté et marge opérationnelle ajustée du présent Rapport financier semestriel.

### 1.9.4. RESULTAT NET AJUSTE

#### Résultat net ajusté part du Groupe

---

Le résultat net ajusté part du Groupe est défini comme le Résultat net part du Groupe ajusté des éléments d'ajustement et de l'effet d'impôt sur les éléments d'ajustement. Le résultat net ajusté part du Groupe exclut la part des intérêts minoritaires sur les éléments d'ajustements et ne concerne que les activités poursuivies.

Le résultat net ajusté part du Groupe peut être exprimé à taux de change constants, permettant ainsi d'isoler la performance de l'effet de change qui est exogène au Groupe. L'effet de change est calculé sur la base de la conversion des différents éléments du compte de résultat de l'exercice N aux taux de change de l'exercice N-1.

Les éléments d'ajustements figurent dans la section 1.9.2 – Résultat opérationnel ajusté et marge opérationnelle ajustée du présent Rapport financier semestriel.

#### Résultat net ajusté part du Groupe par action

---

Le résultat net ajusté part du Groupe par action, ou bénéfice net ajusté par action (BPA ajusté), correspond au résultat net ajusté part du Groupe divisé par le nombre moyen pondéré d'actions sur l'exercice.

### 1.9.5. FLUX DE TRESORERIE DISPONIBLE

Le flux de trésorerie disponible correspond au flux net de trésorerie généré par l'activité (ou cash-flow opérationnel) retraité des éléments suivants :

- acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles ;
- cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles ;
- intérêts payés.

Il est à noter que le flux net de trésorerie généré par l'activité est présenté après impôts payés.

Le flux de trésorerie disponible organique représente flux de trésorerie disponible à périmètre et taux de change constants sur des périodes comparables :

- à périmètre de consolidation constant : retraité sur la base d'une période de douze mois ;
- à taux de change constants : exercice N retraité en utilisant les taux de change de l'exercice N-1.

L'impact périmètre et l'effet de change sont calculés selon une approche similaire à celle appliquée pour le chiffre d'affaires (voir ci-avant dans la section 1.9.1 – Croissance) pour chacune des composantes du flux net de trésorerie généré par l'activité et du flux de trésorerie disponible.

La définition du flux de trésorerie disponible ainsi qu'un tableau de réconciliation sont présentés à la Note 4 – Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS annexée aux états financiers consolidés semestriels, figurant au chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2020 du présent Rapport financier semestriel. Les évolutions du flux net de trésorerie généré par l'activité et du flux de trésorerie disponible figurent dans la section 1.4.1 – Flux de trésorerie du présent document.

## **1.9.6. ENDETTEMENT FINANCIER**

### **Endettement brut**

---

L'endettement brut (ou dette financière brute) correspond aux emprunts et dettes auprès d'établissements de crédits auxquels s'ajoutent les concours bancaires.

### **Endettement net**

---

L'endettement net (ou dette financière nette) tel que défini et utilisé par le Groupe correspond à l'endettement brut diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie. La trésorerie et équivalents de trésorerie est constituée des valeurs mobilières et créances assimilées ainsi que des disponibilités.

### **Endettement net ajusté**

---

L'endettement net ajusté (ou dette financière nette ajustée) tel que défini et utilisé par le Groupe correspond à l'endettement net tenant compte des instruments de couverture de devises.

Les définitions de l'endettement financier ainsi qu'un tableau de réconciliation sont présentés à la Note 13 – Dette financière annexée aux états financiers consolidés 2019, figurant au chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2020 du présent Rapport financier semestriel.

## **1.9.7. EBITDA CONSOLIDE**

L'EBITDA consolidé correspond au résultat net avant intérêts, impôts, amortissements et provisions ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise. L'EBITDA consolidé est utilisé par le Groupe dans le cadre du suivi des ratios bancaires.

## 2. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2020

### 2.1. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS SEMESTRIELS

#### Compte de résultat consolidé semestriel

(en millions d'euros sauf les résultats par action)	Notes	S1 2020	S1 2019
<b>Chiffre d'affaires</b>	6	<b>2 200,5</b>	<b>2 476,6</b>
Achats et charges externes	7	(663,3)	(690,6)
Frais de personnel		(1 182,2)	(1 294,6)
Impôts et taxes		(22,0)	(24,0)
(Dotations) / reprises de provisions		(44,4)	(1,3)
Dotations aux amortissements		(212,4)	(142,2)
Autres produits et charges d'exploitation	7	(16,6)	7,3
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>6</b>	<b>59,6</b>	<b>331,2</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		-	0,5
<b>Résultat opérationnel après quote-part de résultat net des sociétés mises en équivalence</b>		<b>59,6</b>	<b>331,7</b>
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		4,6	0,9
Coût de l'endettement financier brut		(64,9)	(51,1)
<b>Coût de l'endettement financier net</b>		<b>(60,3)</b>	<b>(50,2)</b>
Autres produits et charges financiers		(5,8)	(7,2)
<b>Résultat financier</b>		<b>(66,1)</b>	<b>(57,4)</b>
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>(6,5)</b>	<b>274,3</b>
Charge d'impôt		(24,3)	(89,3)
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>		<b>(30,8)</b>	<b>185,0</b>
Intérêts minoritaires		(3,3)	(13,9)
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>		<b>(34,1)</b>	<b>171,1</b>
Résultat par action (en euros) :			
Résultat net	17	(0,08)	0,39
Résultat net dilué	17	(0,08)	0,39

Les Notes en pages 43 à 59 font partie intégrante des états financiers résumés.



## Résultat global consolidé semestriel

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019
<b>Résultat net</b>	<b>(30,8)</b>	<b>185,0</b>
<b>Autres éléments du résultat global</b>		
<b>Éléments recyclables en résultat</b>		
Écarts de conversion (1)	(123,9)	32,7
Couvertures de flux de trésorerie (2)	(0,2)	0,1
Effet d'impôt sur les éléments recyclables en résultat	-	(0,1)
<b>Total des éléments recyclables en résultat</b>	<b>(124,1)</b>	<b>32,7</b>
<b>Éléments non recyclables en résultat</b>		
Gains / (pertes) actuariels (3)	(2,1)	(14,6)
Effet d'impôt sur les éléments non recyclables en résultat	0,5	3,7
<b>Total des éléments non recyclables en résultat</b>	<b>(1,6)</b>	<b>(10,9)</b>
<b>Total des autres éléments du résultat global (après impôt)</b>	<b>(125,7)</b>	<b>21,8</b>
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>(156,5)</b>	<b>206,8</b>
<i>revenant:</i>		
aux actionnaires de la société	(156,4)	193,1
aux participations ne donnant pas le contrôle	(0,1)	13,7

- (1) Écart de conversion : ce poste comprend les écarts dus à la conversion en euro des comptes des filiales étrangères. Les principales devises qui concourent à la variation de la période sont le réal Brésilien (-35,1 millions d'euros), le dollar canadien (-19,1 millions d'euros) et le dollar de Singapour (-16,2 millions d'euros).
- (2) La variation de la réserve de couvertures de flux de trésorerie résulte de la variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés éligibles à la comptabilité de couverture.
- (3) Gains et pertes actuariels : le Groupe comptabilise en capitaux propres les écarts actuariels relatifs à l'évaluation des avantages au personnel à long terme. Ces écarts actuariels correspondent à l'incidence des ajustements liés à l'expérience et au changement des hypothèses d'évaluation (taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires et taux d'augmentation des retraites) de l'obligation relative au régime à prestations définies.

Les Notes en pages 43 à 59 font partie intégrante des états financiers résumés.

## État de la situation financière consolidée semestrielle

(en millions d'euros)	Notes	Jun 2020	Décembre 2019
Écarts d'acquisition	9	2 009,1	2 075,1
Immobilisations incorporelles		479,3	611,1
Immobilisations corporelles		390,6	444,9
Droits d'utilisation		356,4	369,0
Actifs financiers non courants		112,0	118,3
Impôts différés actifs		156,6	132,1
<b>Total actif non courant</b>		<b>3 504,0</b>	<b>3 750,5</b>
Clients et autres débiteurs		1 340,3	1 520,0
Actifs sur contrats		242,4	226,0
Impôt sur le résultat - actif		45,4	47,0
Instruments financiers dérivés		3,0	4,4
Autres actifs financiers courants		18,0	23,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie		2 120,5	1 477,8
<b>Total actif courant</b>		<b>3 769,6</b>	<b>3 298,6</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>7 273,6</b>	<b>7 049,1</b>
Capital		54,2	54,2
Réserves et résultat consolidés		1 070,2	1 209,6
<b>Capitaux propres revenant aux actionnaires de la société</b>		<b>1 124,4</b>	<b>1 263,8</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		51,1	58,3
<b>Total capitaux propres</b>		<b>1 175,5</b>	<b>1 322,1</b>
Dettes financières non courantes	13	2 967,8	2 918,5
Dettes de location non courantes		310,8	326,0
Autres passifs financiers non courants		104,4	115,7
Impôts différés passifs		96,7	122,9
Avantages au personnel à long terme		196,0	192,8
Provisions pour risques et charges	15	90,8	72,2
<b>Total passif non courant</b>		<b>3 766,5</b>	<b>3 748,1</b>
Dettes fournisseurs et autres créditeurs		1 058,3	1 098,6
Passifs sur contrats		204,3	197,2
Impôt sur le résultat exigible		136,9	137,4
Dettes financières courantes	13	763,2	369,0
Dettes de location courantes		94,0	92,6
Instruments financiers dérivés		14,6	4,9
Autres passifs financiers courants		60,3	79,2
<b>Total passif courant</b>		<b>2 331,6</b>	<b>1 978,9</b>
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>		<b>7 273,6</b>	<b>7 049,1</b>

Les Notes en pages 43 à 59 font partie intégrante des états financiers résumés.

## Tableau de variation des capitaux propres consolidés semestriels

(en millions d'euros)	Capital	Primes	Réserve de conversion	Autres réserves	Total capitaux propres	Revenant aux actionnaires de la Société	Revenant aux participations ne donnant pas le contrôle
<b>31 décembre 2018</b>	<b>53,0</b>	<b>41,6</b>	<b>(296,2)</b>	<b>1 209,2</b>	<b>1 007,6</b>	<b>959,3</b>	<b>48,3</b>
1ère application des normes IFRS 16 et IFRIC 23	-	-	-	(83,2)	(83,2)	(83,5)	0,3
Augmentation de capital	1,2	189,7	-	-	190,9	190,9	-
Réduction de capital	-	(4,1)	-	-	(4,1)	(4,1)	-
Juste valeur des stock-options	-	-	-	11,0	11,0	11,0	-
Dividendes versés	-	-	-	(246,9)	(246,9)	(244,3)	(2,6)
Transactions sur actions propres	-	-	-	11,1	11,1	11,1	-
Entrées de périmètre	-	-	-	10,3	10,3	-	10,3
Autres mouvements (1)	-	-	-	(4,0)	(4,0)	2,5	(6,5)
<b>Total des opérations avec les actionnaires</b>	<b>1,2</b>	<b>185,6</b>	<b>-</b>	<b>(301,7)</b>	<b>(114,9)</b>	<b>(116,4)</b>	<b>1,5</b>
Résultat net	-	-	-	185,0	185,0	171,1	13,9
Autres éléments du résultat global	-	-	32,7	(10,9)	21,8	22,0	(0,2)
<b>Résultat global</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>32,7</b>	<b>174,1</b>	<b>206,8</b>	<b>193,1</b>	<b>13,7</b>
<b>30 juin 2019</b>	<b>54,2</b>	<b>227,2</b>	<b>(263,5)</b>	<b>1 081,6</b>	<b>1 099,5</b>	<b>1 036,0</b>	<b>63,5</b>
<b>Au 31 Décembre 2019</b>	<b>54,2</b>	<b>229,6</b>	<b>(248,1)</b>	<b>1 286,4</b>	<b>1 322,1</b>	<b>1 263,8</b>	<b>58,3</b>
Augmentation de capital	-	2,2	-	-	2,2	2,2	-
Juste valeur des stock-options	-	-	-	12,0	12,0	12,0	-
Dividendes versés	-	-	-	(8,2)	(8,2)	-	(8,2)
Transactions sur actions propres	-	-	-	3,0	3,0	3,0	-
Entrées de périmètre	-	-	-	(0,1)	(0,1)	-	(0,1)
Autres mouvements (1)	-	-	-	1,0	1,0	(0,2)	1,2
<b>Total des opérations avec les actionnaires</b>	<b>54,2</b>	<b>231,8</b>	<b>(248,1)</b>	<b>1 294,1</b>	<b>1 332,0</b>	<b>1 280,8</b>	<b>51,2</b>
Résultat net	-	-	-	(30,8)	(30,8)	(34,1)	3,3
Autres éléments du résultat global	-	-	(123,9)	(1,8)	(125,7)	(122,3)	(3,4)
<b>Résultat global</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(123,9)</b>	<b>(32,6)</b>	<b>(156,5)</b>	<b>(156,4)</b>	<b>(0,1)</b>
<b>30 juin 2020</b>	<b>54,2</b>	<b>231,8</b>	<b>(372,0)</b>	<b>1 261,5</b>	<b>1 175,5</b>	<b>1 124,4</b>	<b>51,1</b>

(1) Le poste « Autres mouvements » est constitué majoritairement :

- de transferts de réserves entre la part revenant aux actionnaires de la Société et aux participations ne donnant pas le contrôle ;
- de la variation de la juste valeur des *puts* sur minoritaires.

Les Notes en pages 43 à 59 font partie intégrante des états financiers résumés.

## Tableau consolidé semestriel des flux de trésorerie

(en millions d'euros)	Notes	S1 2020	S1 2019
Résultat avant impôts		(6,5)	274,3
Élimination des flux des opérations de financement et d'investissement		46,6	67,2
Provisions et autres éléments sans incidence sur la trésorerie		60,4	(6,5)
Amortissements et dépréciations		212,4	142,2
Variations du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	16	113,7	(161,6)
Impôts payés		(62,3)	(83,3)
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>		<b>364,3</b>	<b>232,3</b>
Acquisitions de filiales	10	(17,1)	(55,9)
Cessions de filiales et d'activités		-	16,6
Acquisitions d'immobilisations corporelles & incorporelles		(44,9)	(56,4)
Cessions d'immobilisations corporelles & incorporelles		3,8	5,1
Acquisitions d'actifs financiers non courants		(11,0)	(8,4)
Cessions d'actifs financiers non courants		11,8	8,4
Variation des prêts et avances consentis		(2,5)	(11,4)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		0,1	1,4
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>		<b>(59,7)</b>	<b>(100,6)</b>
Augmentation du capital	11	2,2	0,7
Acquisition / Cession d'actions propres		3,0	2,8
Dividendes versés		(12,7)	(69,3)
Augmentation des emprunts et autres dettes financières		782,7	204,9
Remboursement des emprunts et autres dettes financières		(321,2)	(424,7)
Remboursement des dettes avec les actionnaires		-	(3,2)
Remboursement des dettes et intérêts de location		(52,0)	(43,3)
Intérêts payés		(53,6)	(40,1)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>		<b>348,6</b>	<b>(372,2)</b>
Incidence des écarts de change		(12,2)	(0,2)
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE</b>		<b>640,9</b>	<b>(240,7)</b>
Trésorerie nette au début de la période		1 465,7	1 034,6
<b>TRÉSORERIE NETTE À LA FIN DE LA PÉRIODE</b>		<b>2 106,6</b>	<b>793,9</b>
Dont disponibilités et équivalents de trésorerie		2 120,5	804,8
Dont concours bancaires courants	13	(13,9)	(10,9)

Les Notes en pages 43 à 59 font partie intégrante des états financiers résumés.

## 2.2 NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES

---

### Note 1 : Informations générales

Depuis sa création en 1828, Bureau Veritas a développé une expertise reconnue pour aider ses clients à se conformer aux normes ou aux réglementations relatives à la qualité, l'hygiène et la santé, la sécurité, l'environnement et la responsabilité sociale. L'activité de Bureau Veritas consiste à inspecter, analyser, auditer ou certifier les produits, les actifs et les systèmes de management de ses clients par rapport à des référentiels réglementaires ou volontaires, pour délivrer ensuite des rapports de conformité.

Bureau Veritas S.A. (la « Société ») et l'ensemble de ses filiales constituent le Groupe Bureau Veritas (ci-dessous appelé « Bureau Veritas » ou le « Groupe »).

Bureau Veritas S.A. est une société anonyme enregistrée et domiciliée en France. Son siège social est situé Immeuble Newtime, 40/52 Boulevard du Parc, 92200 Neuilly-sur-Seine, France.

Au 30 juin 2020, Wendel détient 35,57 % du capital de Bureau Veritas et 51,64 % des droits de vote.

Ces états financiers consolidés résumés ont été arrêtés le 28 juillet 2020 par le Conseil d'administration.

### Note 2 : Faits marquants du premier semestre 2020

*Préservation de la liquidité du Groupe et obtention de l'assouplissement de ses plafonds de ratios financiers dans le contexte de la crise économique associée à la pandémie de Covid-19*

L'activité de financement de Bureau Veritas au cours du premier semestre 2020 témoigne du soutien important et de la confiance des banques et de la base d'investisseurs crédit du Groupe dans le contexte de la pandémie de Covid-19.

Le 15 avril 2020, le Groupe a procédé au tirage de la totalité de sa ligne de crédit syndiqué de 600 millions d'euros. Le 30 avril 2020, le Groupe a signé une ligne de liquidité additionnelle de 500 millions d'euros d'une maturité de 1 an avec une option d'extension de 6 mois. Cette nouvelle ligne vient ainsi renforcer la position de liquidité du Groupe en s'ajoutant à la ligne de crédit syndiqué de 600 millions d'euros arrivant à échéance en mai 2025.

Au 30 juin 2020, le ratio dette financière nette ajustée/EBITDA s'établissait à 2,0x et le ratio EBITDA/charges financières nettes à 8.71x. En guise de précaution contre une aggravation de la pandémie, le Groupe a obtenu une dérogation de ses partenaires bancaires et investisseurs *USPP* pour assouplir ses ratios bancaires à fin juin 2020, fin décembre 2020 ainsi que fin juin 2021 (ratio dette financière nette ajustée/EBITDA respectif de 4,5x, 6,25x et 5,5x contre 3.25x et, s'appliquant uniquement aux *USPP*, ratio EBITDA/charges financières nettes respectif de 5,5x (inchangé), 2x et 3x contre 5,5x).

Le Groupe bénéficie d'une structure financière solide ne présentant aucune échéance à refinancer avant 2023. Au 30 juin 2020, Bureau Veritas disposait d'une trésorerie et d'équivalents de trésorerie disponibles de 2,1 milliards d'euros et d'une ligne de crédit confirmée non tirée de 500 millions d'euros.

À fin juin 2020, la maturité moyenne de la dette financière du Groupe dépassait 5,6 ans<sup>5</sup>, alors que le coût moyen de la dette sur le premier semestre était de 3,0 % hors impact IFRS 16. Celui-ci était de 2,5 % hors impact IFRS 16 et hors frais de remboursement anticipé intervenus au cours du premier semestre 2020.

---

<sup>5</sup> Au 30 juin 2020, sur la base de la dette brute ajustée des échéances 2020 et 2021 ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice 2019, pour un montant total de 679 millions d'euros.

## **Valorisation des écarts d'acquisition**

### Méthodologie et hypothèses

Le contexte de la crise économique associée à la pandémie de Covid-19 constituant une indication de possible perte de valeur, les tests de dépréciation des écarts d'acquisition ont été réalisés pour chacune des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») ou groupes d'UGT selon une approche dite de « sensibilité inversée » permettant de démontrer l'absence d'indice de perte de valeur des écarts d'acquisition.

Cette approche compare, pour chaque UGT ou groupe d'UGT, la valeur comptable au 30 juin 2020 à la valeur d'utilité au 31 décembre 2019 ajustée selon des scénarios très pessimistes de projections de trésorerie, à savoir un résultat opérationnel nul en 2020 et 2021, et une reprise graduelle aboutissant à un résultat opérationnel 2023 égal au résultat opérationnel 2019. La survenance de tels scénarios n'est pas jugée raisonnablement possible par le management du Groupe.

Ces projections de trésorerie ont été actualisées au coût moyen pondéré du capital en date du 30 juin 2020, déterminé par un expert indépendant. Il n'inclut pas de prime de risque marché spécifique à Bureau Veritas. Le taux d'actualisation retenu au 30 juin 2020 s'élève à 6,8 % (2019 : 6,1 %).

### Résultat

Aucune perte de valeur n'a été constatée au 30 juin 2020 sur les écarts d'acquisition : les valeurs d'utilité présentent toujours un excédent significatif par rapport à la valeur comptable des écarts d'acquisition, malgré l'utilisation de scénarios très pessimistes dont la réalisation n'est pas jugée raisonnablement possible par le management du Groupe.

Les écarts d'acquisition s'établissent ainsi à 2 009,1 millions d'euros au 30 juin 2020 (31 décembre 2019 : 2 075,1 millions d'euros).

### Analyse de sensibilité

Outre le fait que les hypothèses utilisées pour la détermination de la valeur d'utilité sont très pessimistes et que leur réalisation n'est pas jugée raisonnablement possible par le management du Groupe, une analyse de sensibilité montre que les valeurs d'utilité de toutes les UGT resteraient supérieures à leurs valeurs comptables avec un coût moyen pondéré du capital de 8,9 %.

## **Valorisation des actifs incorporels issus des acquisitions**

### Méthodologie et hypothèses

Le déclenchement et la méthodologie du test de dépréciation des actifs incorporels issus des acquisitions sont décrits en Note 3.9 du chapitre 6 du Document d'enregistrement universel au 31 décembre 2019.

Pour chaque actif incorporel issu d'acquisition pour lequel un indicateur de perte de valeur a été identifié, le test de dépréciation consiste à comparer la valeur comptable à la valeur d'utilité au 30 juin 2020. Les valeurs d'utilité au 30 juin 2020 sont basées sur un scénario de retour progressif à un niveau d'activité pré-crise Covid en 2023 et un taux d'actualisation basé sur celui retenu pour le test de dépréciation des écarts d'acquisition, ajusté le cas échéant d'un élément lié au risque pays.

### Résultat

Au 30 juin 2020, une correction de valeur a été constatée sur un nombre limité d'actifs incorporels issus des acquisitions, pour un montant total de 71,0 millions d'euros. Les plans d'amortissements ont été révisés en conséquence.

Les principaux actifs incorporels concernés sont relatifs aux activités décrites ci-dessous :

Activité	Segment opérationnel	Correction de valeur
Evaluation des dommages subis par les installations offshore, Monde	Marine & Offshore	Amortissement total
Inspection et analyse de matières premières, Etats-Unis	Agroalimentaire & Matières Premières	Amortissement total
Divers	Divers	Dotations complémentaires

### Provisionnement du risque attendu sur les créances clients

La méthodologie de provisionnement du risque attendu sur les créances clients est décrite en Note 3.17 du chapitre 6 du Document d'enregistrement universel au 31 décembre 2019.

La provision reflète le risque avéré tel que des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur ainsi que le risque attendu selon une matrice de taux de défaut subis au cours des 3 exercices précédant l'exercice en cours.

### Recouvrabilité des impôts différés actifs

Les impôts différés actifs sur reports déficitaires sont établis sur la base des estimations de bénéfices imposables futurs attendus des entités ayant généré les déficits. Les horizons de temps retenus pour ces prévisions sont inférieurs ou égaux aux délais de report des déficits applicables dans chaque pays en application de la norme IAS 12.34.

Au 30 juin 2020, le montant des impôts différés actifs sur déficits reportables s'élève à 68,0 millions d'euros.

### *Autres faits marquants du premier semestre 2020*

### Subventions, aides fiscales et reports d'échéances

Le Groupe a bénéficié de dispositifs de soutien mis en œuvre par les gouvernements de plusieurs pays – principalement en Europe (notamment France, Royaume-Uni, Allemagne, Pays-Bas, Italie, Espagne), en Asie (notamment Chine, Hong Kong, Singapour) et dans les Amériques (notamment États-Unis, Canada, Brésil) – consistant pour l'essentiel dans un report de paiement de charges fiscales et/ou sociales décalé principalement sur le second semestre, mais également jusqu'en 2021 ou 2022 pour certains pays. En outre, le Groupe bénéficie de mesures d'aide à l'emploi dans certains pays accordant une indemnisation partielle pour les salariés ayant suspendu leur activité. Ces indemnités sont essentiellement reportées en déduction des frais de personnel.

## Réduction d'activité de certains laboratoires

Au cours du premier semestre 2020, le Groupe a poursuivi un plan d'adaptation de capacité initié en 2019 pour certains de ses laboratoires appartenant au segment Agroalimentaire et Matières Premières (principalement aux États-Unis, en Australie et en Indonésie), et a initié un programme similaire pour certains de ses laboratoires appartenant au segment Biens de consommation (principalement en Chine, aux États-Unis, en Thaïlande et en Allemagne). Ces plans d'adaptation ont entraîné la mise au rebut d'immobilisations corporelles et incorporelles ainsi que la révision de plans d'amortissements pour un montant total de 22,0 millions d'euros.

## Note 3 : Principes et méthodes comptables

### Base de préparation des états financiers

Ces états financiers consolidés résumés du premier semestre 2020 sont établis conformément à IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée dans l'Union Européenne. Ils doivent être lus en liaison avec les états financiers annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 qui ont été établis conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

### Évolution du référentiel IFRS

Le Groupe applique les normes et textes entrés en vigueur à compter de l'exercice ouvert au 1<sup>er</sup> janvier 2020. Il s'agit des amendements suivants :

- amendements des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS ;
- amendements à IAS 1 et IAS 8, Définition de la matérialité ;
- amendements IFRS 9, IAS 39 et IFRS 7, en lien avec la réforme des taux interbancaires de référence ;
- amendement à IFRS 3, définition d'une activité.

Ces amendements n'ont pas d'incidence au 30 juin 2020.

## Note 4 : Indicateurs financiers non définis par les normes IFRS

Dans le cadre de sa communication externe, le Groupe utilise des indicateurs financiers non définis par les normes IFRS.

Ces indicateurs sont définis ci-dessous :

**Le résultat opérationnel « ajusté »** représente le résultat opérationnel du Groupe avant prise en compte des éléments d'ajustement suivants :

- les amortissements des actifs incorporels issus des acquisitions ;
- les dépréciations et mises au rebut d'actifs immobilisés ;
- les pertes de valeurs des écarts d'acquisition ;
- les honoraires et charges d'acquisition d'activités ;
- les ajustements des compléments de prix d'acquisition des activités ;
- les résultats de cession d'activités ;
- les charges de restructuration.



Lorsqu'une acquisition est réalisée en cours d'exercice, le montant des amortissements des actifs incorporels est calculé en tenant compte d'un *prorata temporis*.

Étant donné la durée de la période d'ajustement permettant de déterminer la juste valeur des actifs et passifs acquis (12 mois), l'amortissement des actifs incorporels de l'année d'acquisition peut, dans certains cas, reposer sur une évaluation temporaire et être légèrement ajusté l'année suivante, lorsque la valeur finale des actifs incorporels est connue.

Comme le chiffre d'affaires, il s'agit d'un indicateur majeur suivi de manière interne, considéré par la Direction du Groupe comme représentatif de la performance opérationnelle dans son secteur d'activité.

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>59,6</b>	<b>331,2</b>
Amortissement des actifs incorporels issus des acquisitions	104,4	38,5
Dépréciation et mise au rebut d'actifs immobilisés	22,0	-
Charges de restructuration	21,7	12,1
Résultats de cessions d'activité et autres charges et produits relatifs aux acquisitions	8,1	(1,3)
<b>RÉSULTAT OPÉRATIONNEL AJUSTÉ</b>	<b>215,8</b>	<b>380,5</b>

L'amortissement des actifs incorporels issus des acquisitions inclut une correction de valeur pour certains actifs identifiés à hauteur de 71,0 millions d'euros (voir Note 2 – Faits marquants du premier semestre 2020).

Les dépréciations et les mises au rebut d'actifs immobilisés sont sans effet sur la trésorerie du groupe et sont présentées séparément des autres charges de restructuration sur le premier semestre 2020. Leurs montants étaient non significatifs sur le premier semestre 2019.

**Le résultat net « ajusté » part du Groupe** est défini comme le Résultat net part du Groupe retraité des éléments d'ajustement nets d'impôt. Il ne concerne que le résultat des activités poursuivies.

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(34,1)</b>	<b>171,1</b>
Produits/Charges relatifs aux acquisitions et autres éléments d'ajustement	156,2	49,3
Effet d'impôt	(32,4)	(11,5)
Intérêts minoritaires	(2,3)	(2,3)
<b>RÉSULTAT NET AJUSTÉ PART DU GROUPE</b>	<b>87,4</b>	<b>206,6</b>

Le « **flux de trésorerie disponible** » correspond aux Flux Nets de Trésorerie liés à l'activité retraités des acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles et des intérêts financiers payés :

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>364,3</b>	<b>232,3</b>
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(44,9)	(56,4)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	3,8	5,1
Intérêts payés	(53,6)	(40,1)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLE</b>	<b>269,6</b>	<b>140,9</b>

Le **taux effectif d'impôt ajusté** est défini dans la Note 8 – Impôt sur le résultat. La **dette financière nette ajustée** est définie dans la Note 13 – Dette Financière.

### Note 5 : Saisonnalité

Les conséquences de la pandémie de Covid-19 sur l'activité du premier semestre ont été d'une ampleur supérieure à celle de la saisonnalité habituellement observée.

En temps normal, le chiffre d'affaires, le résultat opérationnel et les flux de trésorerie enregistrent une certaine saisonnalité, avec un premier semestre traditionnellement moins élevé que le second semestre.

### Note 6 : Information sectorielle

Les types de services générant le chiffre d'affaires des différentes activités sont définis dans la Note 7 – Information sectorielle de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2019.

L'analyse sectorielle du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel est présentée telle qu'elle est suivie par le management du Groupe.

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires		Résultat opérationnel	
	S1 2020	S1 2019	S1 2020	S1 2019
Marine & Offshore	185,0	180,9	5,0	35,5
Agroalimentaire & Matières Premières	517,1	574,3	5,9	59,5
Industrie	473,6	534,4	21,4	46,7
Batiment & Infrastructure	611,4	664,7	15,7	82,4
Certification	142,0	182,6	10,5	30,1
Biens de consommation	271,4	339,7	1,1	77,0
<b>TOTAL</b>	<b>2 200,5</b>	<b>2 476,6</b>	<b>59,6</b>	<b>331,2</b>

La répartition géographique du chiffre d'affaires présentée ci-dessous est fondée sur le lieu dans lequel l'entité juridique est implantée, à l'exception de certains contrats mondiaux qui peuvent être opérés par une autre filiale que l'entité de facturation et dont le chiffre d'affaires est alloué à la région d'opération.

Cette répartition du chiffre d'affaires par région est la suivante :

(en millions d'euros)	Chiffre d'affaires	
	S1 2020	S1 2019
Europe	36,6%	34,6%
Asie-Pacifique	30,1%	30,7%
Amériques	24,3%	25,8%
Afrique, Moyen-Orient	9,0%	8,9%
<b>TOTAL</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

### Note 7 : Éléments du résultat opérationnel

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019
Achats de matières	(104,8)	(62,4)
Sous-traitance opérationnelle	(220,8)	(221,5)
Locations immobilières et mobilières	(31,7)	(36,6)
Transports et déplacements	(150,0)	(192,7)
Frais de mission refacturés aux clients	51,0	51,4
Autres services extérieurs	(207,0)	(228,8)
<b>Total achats et charges externes</b>	<b>(663,3)</b>	<b>(690,6)</b>
Gains/pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(14,3)	0,3
Gains/pertes sur cessions d'activités	(7,9)	8,0
Autres produits et charges d'exploitation	5,6	(1,0)
<b>TOTAL AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>(16,6)</b>	<b>7,3</b>

### Note 8 : Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur les résultats consolidés s'élève à 24,3 millions d'euros au premier semestre 2020, contre 89,3 millions d'euros au premier semestre 2019.

Le taux effectif d'impôt (TEI), représentant la charge d'impôt divisée par le montant du résultat avant impôt, représente -373,8 % au premier semestre 2020 contre 32,5 % au premier semestre 2019.

Le TEI ajusté est de 37,9 %, en augmentation de 6,8 points par rapport au premier semestre 2019. Il correspond au TEI corrigé de l'effet d'impôt sur les éléments d'ajustement. L'augmentation observée résulte principalement du poids des impôts qui ne sont pas directement calculés sur le résultat taxable tels que les retenues à la source et contributions sur la valeur ajoutée (France et Italie).

## Note 9 : Écarts d'acquisition

### Évolution des écarts d'acquisition au 30 juin 2020

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019
Valeur brute	2 217,6	2 152,9
Pertes de valeur	(142,5)	(141,3)
<b>Écarts d'acquisition au 1er janvier</b>	<b>2 075,1</b>	<b>2 011,6</b>
Acquisitions d'activités consolidées de la période	1,1	24,6
Cessions d'activités	-	(2,4)
Écarts de conversion et autres mouvements	(67,1)	22,8
<b>Écarts d'acquisition au 30 juin</b>	<b>2 009,1</b>	<b>2 056,6</b>
Valeur brute	2 149,8	2 197,8
Pertes de valeur	(140,7)	(141,2)
<b>ÉCARTS D'ACQUISITION AU 30 JUIN</b>	<b>2 009,1</b>	<b>2 056,6</b>

#### Méthodologie

La valeur nette comptable des écarts d'acquisition est revue au minimum une fois par an dans le processus de clôture annuelle. Ces écarts d'acquisition sont soumis à des tests de dépréciation. À cette fin, ils sont affectés à des UGT.

Le contexte de la crise économique associée à la pandémie de Covid-19 constituant une indication de possible perte de valeur au 30 juin 2020, les tests de dépréciation des écarts d'acquisition ont été réalisés pour chacune des unités génératrices de trésorerie (« UGT ») ou groupes d'UGT selon une approche dite de « sensibilité inversée » (voir Note 2 – Faits marquants du premier semestre 2020) permettant de démontrer l'absence d'indice de perte de valeur des écarts d'acquisition.

#### Résultats

Les analyses menées au 30 juin 2020 permettent de confirmer la valeur des écarts d'acquisition au bilan du Groupe.

## Note 10 : Acquisitions et cessions

### Acquisitions de la période

Au premier semestre 2020, le Groupe n'a pas réalisé d'acquisition significative.

Le tableau ci-après est déterminé avant l'affectation finale du prix des acquisitions du premier semestre 2020 :

(en millions d'euros)	S1 2020		S1 2019	
<b>PRIX DES ACTIVITÉS ACQUISES</b>		1,7		52,5
<b>Coût des actifs et passifs acquis</b>		1,7		52,5
	<i>Valeur nette comptable</i>	<i>Juste valeur</i>	<i>Valeur nette comptable</i>	<i>Juste valeur</i>
<b>Actifs et passifs acquis</b>				
<b>Total des actifs et passifs acquis</b>	(1,8)	0,6	3,2	27,9
<b>ÉCARTS D'ACQUISITION</b>		1,1		24,6

L'existence d'un écart d'acquisition résiduel non affecté est attribuable principalement au capital humain des sociétés acquises et aux synergies importantes attendues de ces acquisitions.

L'impact des acquisitions sur la trésorerie de l'exercice est le suivant :

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019
<b>Prix des activités acquises</b>	(1,7)	(52,5)
Réévaluation des titres à la juste valeur (1)	-	4,1
Trésorerie des sociétés acquises	0,1	14,2
Coût d'acquisition restant à payer au 30 juin au titre des acquisitions de l'année	-	2,2
Décaissements sur acquisitions antérieures	(15,3)	(22,0)
<b>IMPACT DES ACTIVITÉS ACQUISES SUR LA TRÉSORERIE</b>	<b>(16,9)</b>	<b>(54,0)</b>

(1) regroupement d'entreprises réalisé par étapes

Le montant de - 17,1 millions d'euros figurant sur la ligne « Acquisitions de filiales » du tableau consolidé des flux de trésorerie comprend pour - 0,2 million d'euros des frais d'acquisition.

### Compléments de prix non décaissés

Le montant de la réévaluation des compléments de prix relatifs à des acquisitions antérieures au 1<sup>er</sup> juillet 2019 et non encore décaissés est non significatif au 30 Juin 2020 (charge de 5,6 millions d'euros au 30 juin 2019).

### Déconsolidation / Cession

Dans le cadre de l'ouverture de la procédure de liquidation de sa filiale espagnole Activais (Division Bâtiment & Infrastructure), le tribunal de commerce de Barcelone a nommé un administrateur le 10 mars 2020. Depuis cette nomination, le Groupe n'est plus en situation de contrôle ou d'influence notable. Par conséquent, cette filiale a fait l'objet d'une déconsolidation dans les comptes du Groupe au mois de mars 2020.

Le 30 avril dernier, le Groupe a procédé à la cession de sa filiale Atomic Technologies (Division Industrie) située à Singapour.

Le montant avant impôt de la moins-value relative à cette déconsolidation et à cette cession s'élève à 7,9 millions d'euros et figure dans le poste « Autres produits et charges d'exploitation » du compte de résultat.

## **Note 11 : Capital souscrit**

### **Augmentations de capital**

A la suite de l'exercice de 111 044 stock-options, le Groupe a procédé à une augmentation de capital pour un montant de 2,2 millions d'euros en prime d'émission.

### **Capital social**

Le nombre total d'actions composant le capital au 30 juin 2020 est de 452 204 032 actions.

Il était de 452 092 988 actions au 31 décembre 2019. Toutes les actions ont une valeur nominale de 0,12 euro et sont entièrement libérées.

### **Actions propres**

Au 30 juin 2020, le Groupe possède 3 280 345 actions auto-détenues dont la valeur comptable est inscrite en diminution des capitaux propres.

## **Note 12 : Paiements en actions**

Au premier semestre 2020, la charge nette relative aux paiements en actions comptabilisée par le Groupe s'élève à 10,4 millions d'euros (premier semestre 2019 : 10,2 millions d'euros).

### **Plans d'options d'achats d'actions**

#### **Attribution de la période**

Par décision du Conseil d'administration le 26 juin 2020, le Groupe a attribué à certains de ses salariés et au mandataire social 1 372 823 options de souscription ou d'achat d'actions. Le prix d'exercice des options est un montant fixe de 19,28 euros.

Les attributions sont subordonnées à l'accomplissement de 3 années de service ainsi qu'à la réalisation d'objectifs internes de performance opérationnels de 2020, 2021 et 2022. Les options sont d'une durée de 10 ans après la date d'octroi.

## Évaluation

La juste valeur unitaire des options attribuées durant le semestre ressort à 2,2 euros. Cette juste valeur a été déterminée à l'aide du modèle d'options de Black-Scholes, selon les principales hypothèses suivantes :

- volatilité attendue de l'action de 23,2 % ;
- rendement du dividende de 3,3 % ;
- durée anticipée de l'option de 6 ans ;
- taux d'intérêt sans risque de - 0,4 %, déterminé à partir des emprunts d'état sur la durée anticipée de l'option.

Le nombre des options à acquérir au titre de l'ensemble des plans est estimé selon un taux d'attrition de 1 % par an (premier semestre 2019 : 1 %). Le plan du 21 juin 2019 attribuant des options d'achat d'actions était subordonné à un objectif de performance basé sur le résultat opérationnel ajusté 2019. Cet objectif a été atteint à 99,1 %. Au premier semestre 2020, la charge relative aux stock-options comptabilisée par le Groupe s'élève à 1,3 million d'euros (premier semestre 2019 : 0,8 million d'euros).

## Plans d'attribution d'actions de performance

### Attribution de la période

Par décision du Conseil d'administration en date du 26 juin 2020, le Groupe a attribué à certains de ses salariés et au mandataire social 1 167 200 actions de performance. Les attributions sont subordonnées à l'accomplissement de 3 années de service ainsi qu'à la réalisation d'objectifs internes de performance opérationnels de 2020, 2021 et 2022.

### Évaluation

La juste valeur unitaire des actions attribuées à certains salariés et au mandataire social durant le premier semestre 2020 ressort à 17,16 euros. Cette juste valeur a été déterminée à l'aide du modèle d'options de Black-Scholes, selon les principales hypothèses suivantes :

- prix de l'action à la date d'attribution ;
- rendement du dividende de 3,1 %.

Au premier semestre 2020, la charge relative aux actions de performance attribuées par le Groupe s'élève à 9,1 millions d'euros (premier semestre 2019 : 9,4 millions d'euros). Le nombre des actions à acquérir au titre de l'ensemble des plans attribués à certains salariés et au mandataire social est estimé selon un taux d'attrition de 5 % par an (premier semestre 2019 : 5 %). Le nombre des actions à acquérir au titre du plan attribué au mandataire social est estimé selon un taux d'attrition de 0 % par an (premier semestre 2019 : 0 %). Le plan du 21 juin 2019 attribuant des actions de performance était subordonné à un objectif de performance basé sur le résultat opérationnel ajusté 2019. Cet objectif a été atteint à 99,1 %. L'objectif de marge 2020 attaché aux plans de juin 2018 et 2019 a été levé par décision du conseil d'administration du 26 février 2020.

## Note 13 : Dette financière

(en millions d'euros)	Total	Moins d'1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 5 ans	Plus de 5 ans
<b>Au 30 juin 2020</b>					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (+ 1 an)	1 267,8	-	(1,6)	596,7	672,7
Émission Obligataire	1 700,0	-	-	1 000,0	700,0
<b>DETTE FINANCIÈRE NON COURANTE</b>	<b>2 967,8</b>	<b>-</b>	<b>(1,6)</b>	<b>1 596,7</b>	<b>1 372,7</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	249,4	249,4	-	-	-
Émission Obligataire	500,0	500,0	-	-	-
Concours bancaires	13,8	13,8	-	-	-
<b>DETTE FINANCIÈRE COURANTE</b>	<b>763,2</b>	<b>763,2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Au 31 décembre 2019</b>					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (+ 1 an)	718,5	-	86,6	139,5	492,4
Émission Obligataire	2 200,0	-	500,0	500,0	1 200,0
<b>DETTE FINANCIÈRE NON COURANTE</b>	<b>2 918,5</b>	<b>-</b>	<b>586,6</b>	<b>639,5</b>	<b>1 692,4</b>
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	356,9	356,9	-	-	-
Émission obligataire	-	-	-	-	-
Concours bancaires	12,1	12,1	-	-	-
<b>DETTE FINANCIÈRE COURANTE</b>	<b>369,0</b>	<b>369,0</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

Les principales caractéristiques et sources de financement sont décrites dans la section 1.4.2 – Financement du rapport d'activité semestriel.

### Ratios d'endettement

Certains financements du Groupe sont soumis au respect de ratios définis contractuellement, applicables aux périodes de test du 31 décembre et au 30 juin.

En juin 2020, le Groupe a obtenu une dérogation de ses partenaires bancaires et investisseurs *US Private Placement* (« *USPP* ») pour l'assouplissement de ces ratios bancaires pour les 3 prochaines dates de tests.

Au 30 juin 2020, tous ces engagements étaient respectés. Ces engagements peuvent être résumés ainsi :

- le premier ratio est défini comme le rapport entre la dette financière nette ajustée sur l'EBITDA consolidé (Résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise, et doit être inférieur à 4,5x au 30 juin 2020, 6,25x au 31 décembre 2020, 5,5x au 30 juin 2021 puis 3,5x à partir du 31 décembre 2021. Au 30 juin 2020, ce ratio s'élevait à 2,00x ;
- le second ratio représente l'EBITDA consolidé (Résultat avant intérêts, impôts, amortissements et provisions) ajusté des 12 derniers mois de toute entité acquise sur les charges financières nettes du Groupe et il doit être supérieur à 5,5x au 30 juin 2020, 2,0x au 31 décembre 2020, 3,0x au 30 juin 2021 puis 5,5x à partir du 31 décembre 2021. Au 30 juin 2020, ce ratio s'élevait à 8,71x.



## Répartition par devise

La décomposition par devise de la dette financière brute hors concours bancaires se présente comme suit :

Devise d'emprunt (en millions d'euros)	Jun 2020	Décembre 2019
Dollar US (USD)	782,0	735,4
Euro (EUR)	2 861,7	2 469,6
Autres Devises	73,5	70,5
<b>TOTAL</b>	<b>3 717,2</b>	<b>3 275,5</b>

Les tranches en livre sterling de l'*USPP 2008* sont converties en euro de façon synthétique et sont ainsi incluses dans la catégorie « Euro (EUR) ».

## Répartition taux fixe / taux variable

Au 30 juin 2020, la dette financière brute hors concours bancaires se répartit comme suit :

(en millions d'euros)	Jun 2020	Décembre 2019
Taux fixe	3 110,9	3 163,9
Taux variable	606,3	111,6
<b>TOTAL</b>	<b>3 717,2</b>	<b>3 275,5</b>

Les dates contractuelles de révision des taux variables sont inférieures ou égales à 6 mois. Le taux de référence utilisé est l'Euribor pour les financements à taux variable en euros.

Les taux d'intérêt effectifs (TIE) sont proches des taux faciaux pour tous les programmes de financement.

## Indicateur financier non défini par les normes IFRS

Dans le cadre de sa communication externe sur la dette financière, le Groupe utilise comme indicateur la « **dette financière nette ajustée** ». Cet indicateur non défini par les normes IFRS est déterminé selon la définition issue des ratios bancaires du Groupe :

(en millions d'euros)	Jun 2020	Décembre 2019
Dette financière non courante	2 967,8	2 918,5
Dette financière courante	763,2	369,0
<b>DETTE FINANCIÈRE BRUTE</b>	<b>3 731,0</b>	<b>3 287,5</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 120,5)	(1 477,8)
<b>DETTE FINANCIÈRE NETTE</b>	<b>1 610,5</b>	<b>1 809,7</b>
Instruments de couverture de devises (selon ratios bancaires)	6,4	3,6
<b>DETTE FINANCIÈRE NETTE AJUSTÉE</b>	<b>1 616,9</b>	<b>1 813,3</b>

## Note 14 : Garanties et cautions données

Les garanties et cautions données par le Groupe au 30 juin 2020 n'ont pas varié de manière significative par rapport à celles présentées dans la Note 33 – Engagements hors bilan et nantissements du Document d'enregistrement universel 2019.

## Note 15 : Provisions pour risques et charges

(en millions d'euros)	Décembre 2019	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Effet de l'actualisation	Variations de périmètre	Écarts de conversion et autres mouvements	Jun 2020
Provisions pour litiges sur contrats	36,3	7,9	(2,5)	(2,0)	(0,6)	-	(0,2)	38,9
Autres provisions pour risques et charges	35,9	22,9	(3,4)	(2,2)	-	-	(1,3)	51,9
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>72,2</b>	<b>30,8</b>	<b>(5,9)</b>	<b>(4,2)</b>	<b>(0,6)</b>	-	<b>(1,5)</b>	<b>90,8</b>

### Provisions pour litiges sur contrats

Les provisions pour litiges sur contrats inscrites au bilan au 30 juin 2020 prennent en compte les principaux litiges présentés à la section 1.5 – Description des principaux risques et incertitudes pour les 6 mois restant de l'exercice du rapport d'activité.

Sur la base des garanties d'assurance disponibles et/ou des provisions comptabilisées par le Groupe, et en l'état des informations connues à ce jour, le Groupe estime que ces sinistres n'auront pas d'impact défavorable significatif sur les états financiers consolidés.

### Autres provisions pour risques et charges

Le poste « Autres provisions pour risques et charges » inclut les provisions pour restructurations, les provisions pour pertes à terminaison, ainsi que d'autres provisions dont le montant pris individuellement est non significatif.

Il n'existe pas d'autres enquêtes ou procédures gouvernementales, administratives, judiciaires ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont le Groupe a eu connaissance, qui soit en suspens ou dont le Groupe soit menacé) susceptibles d'avoir ou ayant eu, au cours des six derniers mois, des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe.

## Note 16 : Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité

La variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité s'élève à 113,7 millions d'euros au 30 juin 2020 contre - 161,6 millions d'euros au 30 juin 2019.

Elle se ventile comme suit :

(en millions d'euros)	S1 2020	S1 2019
Créances clients et comptes rattachés	123,2	(63,9)
Fournisseurs et comptes rattachés	(5,0)	8,2
Autres débiteurs et créditeurs	(4,5)	(105,9)
<b>VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ</b>	<b>113,7</b>	<b>(161,6)</b>

## Note 17 : Résultat par action

### Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

	S1 2020	S1 2019
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	(34 069)	171 100
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	448 056	437 222
<b>RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION (€)</b>	<b>(0,08)</b>	<b>0,39</b>

### Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre d'actions qui résulterait de la conversion de tous les instruments financiers ayant un effet potentiellement dilutif.

La Société possède deux catégories d'instruments ayant un effet potentiellement dilutif : des options sur actions et des actions de performance.

	S1 2020	S1 2019
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en milliers d'euros)	(34 069)	171 100
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat dilué par action (en milliers)	451 553	440 838
<b>RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (€)</b>	<b>(0,08)</b>	<b>0,39</b>

## Note 18 : Dividende par action

Afin de préserver sa faculté d'un rebond rapide après la crise liée à la pandémie de Covid-19, Bureau Veritas a choisi d'avoir notamment recours aux dispositifs de chômage partiel en France, ainsi qu'à ceux qui permettent un différé de certaines charges et de versements d'impôts.

Dans ces conditions extraordinaires, et pour répondre aux dispositions réglementaires en matière de modération des dividendes en contrepartie d'aides, le Conseil d'administration de Bureau Veritas a décidé exceptionnellement de ne plus proposer la distribution de dividende à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2019.

Cette décision a également été prise dans un souci de responsabilité vis-à-vis de l'ensemble des parties prenantes du Groupe qui consentent des efforts ou subissent les effets d'une crise sans précédent.

## Note 19 : Information complémentaire sur les instruments financiers

Le tableau suivant présente, par catégorie d'instruments financiers selon IFRS 9, les valeurs comptables, leur décomposition par type de valorisation et leur juste valeur à la clôture de chaque exercice :

(en millions d'euros)	Mode de valorisation au bilan selon la norme IFRS 9				
	Valeur au bilan	Coût amorti	Juste valeur par capitaux propres	Juste valeur par compte de résultat	Juste valeur
<b>Au 30 Juin 2020</b>					
<b>Actifs financiers</b>					
Autres actifs financiers	130,0	127,3	-	2,7	130,0
Instruments financiers dérivés	3,0	-	-	3,0	3,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 120,5	-	-	2 120,5	2 120,5
<i>Sicav monétaires</i>	797,2	-	-	797,2	797,2
<i>Trésorerie</i>	1323,3	-	-	1323,3	1323,3
<b>Passifs financiers</b>					
Dettes financières	3 731,0	3 731,0	-	-	3 736,1
Autres passifs financiers	164,6	59,5	105,1	-	164,6
Dettes financières de location	404,8	404,8	-	-	404,8
Instruments financiers dérivés	14,6	-	6,7	7,9	14,6
<b>Au 31 Décembre 2019</b>					
<b>Actifs financiers</b>					
Autres actifs financiers	141,7	138,9	-	2,8	141,7
Instruments financiers dérivés	4,4	-	0,6	3,8	4,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 477,8	-	-	1 477,8	1 477,8
<i>Sicav monétaires</i>	431,3	-	-	431,3	431,3
<i>Trésorerie</i>	1046,5	-	-	1046,5	1046,5
<b>Passifs financiers</b>					
Dettes financières	3 287,5	3 287,5	-	-	3 379,8
Autres passifs financiers	194,9	87,3	107,6	-	194,9
Dettes financières de location	418,6	418,6	-	-	418,6
Instruments financiers dérivés	4,9	-	3,5	1,4	4,9

Au 30 juin 2020, le risque de conversion, le risque de change opérationnel, le risque de change financier ainsi que le risque de taux d'intérêt sont les mêmes que ceux décrits dans la Note 34 – Information complémentaire sur les instruments financiers de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2019.

### Analyse de sensibilité au risque de change opérationnel

Pour les activités du Groupe qui s'exercent sur des marchés locaux, les recettes et les coûts sont exprimés pour l'essentiel en devise locale. Pour les activités du Groupe liées à des marchés globalisés, une partie du chiffre d'affaires est libellée en dollar américain.

La part du chiffre d'affaires consolidé sur le premier semestre 2020 libellée en dollar américain dans les pays dont la devise fonctionnelle diffère du dollar américain ou des devises corrélées au dollar américain s'élève à 8 %.

Ainsi, une variation de 1 % du dollar américain contre toutes devises aurait un impact de 0,08 % sur le chiffre d'affaires consolidé du Groupe.

## Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est essentiellement généré par des éléments d'actif et de passif portant intérêt à taux variable. La politique du Groupe à cet égard consiste à limiter l'impact de la hausse des taux d'intérêt et permet d'avoir recours au besoin à des instruments dérivés de taux.

Le Groupe suit mensuellement son exposition au risque de taux et apprécie le niveau des couvertures mises en place ainsi que leur adaptation au sous-jacent. Sa politique consiste, en tout état de cause, à ne pas être exposé au risque d'augmentation des taux d'intérêt pour une part supérieure à 60 % de la dette nette consolidée. Ainsi, le Groupe est susceptible de conclure des accords de swaps, tunnels ou autres instruments de façon à se conformer aux objectifs fixés. Les instruments utilisés sont de nature non spéculative. Au 30 juin 2020, le Groupe ne dispose pas de couverture de taux.

Au 30 juin 2020, compte tenu de la position nette à taux variable après couverture, le Groupe estime qu'une augmentation de 1 % des taux d'intérêt à court terme dans toutes les devises entraînerait une augmentation des produits d'intérêt du Groupe de l'ordre de 15 millions d'euros.

La dette supérieure à 5 ans est à taux fixe (1 373 millions d'euros). Au 30 juin 2020, 83 % de la dette brute consolidée du Groupe était à taux fixe.

### Note 20 : Transactions avec les parties liées

Au 30 juin 2020, les parties liées ainsi que la nature des transactions avec les parties liées sont identiques à celles décrites dans la Note 35 – Transactions avec les parties liées de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2019.

### Note 21 : Événement postérieur à la clôture

Néant.

### Note 22 : Périmètre de consolidation

Il n'y a pas de changement significatif dans la liste des sociétés consolidées par intégration globale au 30 juin 2020 par rapport à celle figurant dans la Note 38 – Périmètre de consolidation de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2019.

Au 30 juin 2020, les sociétés consolidées par mise en équivalence sont les mêmes que celles figurant dans la Note 38 – Périmètre de consolidation de la section 6.6 – Notes annexes aux comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2019.

## 2.3. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION SEMESTRIELLE 2020 (PERIODE DU 1ER JANVIER AU 30 JUIN 2020)

---

### Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés la société Bureau Veritas, relatifs à la période du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration le 28 juillet 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

#### 1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

#### 2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 28 juillet 2020 commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La-Défense, le 28 juillet 2020

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

François Guillon

ERNST & YOUNG Audit

Nour-Eddine Zanouda

### **3. DECLARATION DES PERSONNES RESPONSABLES DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé figurant au Chapitre 2 – États financiers consolidés résumés au 30 juin 2020 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité figurant au Chapitre 1 – Rapport semestriel d'activité au 30 juin 2020 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes consolidés au 30 juin 2020, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2020.

Neuilly-sur-Seine, le 29 juillet 2020

Didier Michaud-Daniel  
Directeur Général de Bureau Veritas





**Shaping a World of Trust\***

Immeuble Newtime, 40/52, Boulevard du Parc – 92200 Neuilly-sur-Seine – France  
Tél. : +33 (0)1 55 24 70 00 – Fax : +33 (0)1 55 24 70 01 – [www.bureauveritas.com](http://www.bureauveritas.com)

*\*Bâtir un monde de confiance*